LA LIBERTÉ
Depuis 1913

VOL. 104 N° 34
6 AU 12 DÉCEMBRE 2017
MANITOBA • 2,20 $ + TAXES

BE SEXY READ FRENCH

La semaine prochaine, retrouvez la dernière planche de *Nelson au Manitoba* et n'hésitez pas à partager vos commentaires à la-liberte@la-liberte.mb.ca

| Page 13.

photo : Daniel Bahuaud



Tadens Mpwene et ***La Liberté*** vous offrent en exclusivité la bande dessinée ***Nelson au Manitoba***. Une collaboration née de l'envie d'ouvrir un dialogue sur l'intégration des nouveaux arrivants.

Le dessinateur-coloriste est né en République démocratique du Congo et est arrivé au Manitoba il y a plus de deux ans pour étudier à l'Université de Saint-Boniface en Administration des affaires.

NELSON AU MANITOBA

Bonjour Maman! J'ai tant à te dire!

Comment ça va mon petit?

Maman, que dirais-tu si je restais au Canada?

Vraiment? Tu ne veux pas rentrer à la maison?!

Bien sûr! Vous me manquez beaucoup. Mais je sens que je construis quelque chose ici...

Il y a une femme?

Oui, c'est vrai, il y a Zoé... Et mes amis, comme François. Je suis bien ici. Mon diplôme va m'ouvrir des portes.

Mon fils, avec ton père, nous sommes heureux pour toi. Nous te donnons notre bénédiction.

Est-ce que je suis fou de vouloir rester dans un pays pareil?!

43

DESSINS : TADENS MPWENE
SUR UNE IDÉE ORIGINALE ET UN SCÉNARIO DE LA LIBERTÉ

À retrouver chaque semaine en page 2 du journal.

LA LIBERTÉ
Depuis 1913

Journal hebdomadaire publié le mercredi par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190, 420, rue Des Meurons, unité 105
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
Téléphone : 204- 237-4823
Télécopieur : 204-231-1998
www.la-liberte.ca

Ouvert de 9 h à 17 h du lundi au vendredi









Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de **Derksen Printers à Steinbach.**

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS
N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996

ISSN 0845-0455

LA LIBERTÉ JOURNAL | LA LIBERTÉ COMMUNICATION

Directrice et rédactrice en chef :
Sophie GAULIN | la-liberte@la-liberte.mb.ca

Directrice adjointe et coordonnatrice de La Liberté communication :
Lysiane ROMAIN | promotions@la-liberte.mb.ca

Rédacteur en chef associé :
Bernard BOCQUEL | bbocquel@mymts.net

Journalistes :
Daniel BAHUAUD | redaction@la-liberte.mb.ca
Barbara GORRAND | presse3@la-liberte.mb.ca
Valentin CUEFF | presse2@la-liberte.mb.ca
Gavin BOUTROY | presse8@la-liberte.mb.ca

Chef de la production : **Véronique TOGNERI** | production@la-liberte.mb.ca

Adjointe à la direction : **Roxanne BOUCHARD** | administration@la-liberte.mb.ca

Adjointe administrative : **Marta GUERRERO** | reception@la-liberte.mb.ca

Caricaturiste : **Cayouche (Réal BÉRARD)**

Publi-reporters :
Léo GAUTRET | presse1@la-liberte.mb.ca
Morgane LEMÉE | presse5@la-liberte.mb.ca
Manella VILA NOVA | presse4@la-liberte.mb.ca
Amine ELLATIFY (vidéos) | presse6@la-liberte.mb.ca

LA LIBERTÉ COMMUNICATION est un département de services en rédaction, graphisme, marketing, communication et production vidéo.

LETTRES À LA RÉDACTION

Le journal *La Liberté* est ouvert à la publication de toute lettre à l'éditeur à condition que l'auteur(e) soit identifiable (les noms de plume ou pseudonymes ne sont pas acceptés) et qu'elle ne contienne pas de propos diffamatoires. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur des lettres ou de retourner celles dont la formulation n'est pas claire. Merci d'envoyer vos lettres au plus tard le vendredi avant midi pour une possible parution la semaine suivante à l'adresse : **la-liberte@la-liberte.mb.ca**.

Veuillez noter que les chroniques, lettres et tribunes libres publiées dans *La Liberté* reflètent l'opinion de leurs auteur(e)s et pas forcément celle du journal.

ANNONCES PUBLICITAIRES

L'heure de tombée pour les annonces est le mercredi 16 h pour parution le mercredi de la semaine suivante. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Nos annonceurs ont jusqu'au mardi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

ABONNEMENT

Contactez reception@la-liberte.mb.c.a ou 204-237-4823.

L'abonnement annuel : **Manitoba :** 64,50 $ (TPS et taxe provinciale incluses)
Ailleurs au Canada : 69,85 $ (TPS incluse)

Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

« Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada. »







Une chance : les beaux jours de la voiture à essence sont comptés

C'est possible que votre prochaine voiture soit électrique! Le Bloomberg New Energy Finance Forecast (BNEF) estime que d'ici 2030, il pourrait y avoir sur la planète 540 millions de voitures électriques, soit 33 % du stock total mondial de voitures. Le BNEF prédit aussi que la vente de voitures électriques dépassera celle des voitures à combustion interne vers le milieu des années 2030.

Le BNEF a probablement raison. Exxon Mobil a déjà revu à la hausse sa prédiction du parc de voitures électriques pour 2040 : 100 millions de voitures électriques plutôt que 68 millions. British Petroleum en a fait autant, faisant passer ses prédictions de 71 millions à 100 millions.

En cause? Sans doute la performance toujours croissante des batteries rechargeables au lithium. La preuve? En 2010, le coût de ces batteries était de 1 000 $ le kilowattheure (kwh). En 2016, il est passé à 300 $ du kwh. En 2026, il pourrait tomber à 100 $ du kwh.

Résultat? Vers 2025, le coût d'une voiture électrique sera équivalent à celui d'une voiture traditionnelle.

C'est alors que la nouvelle technologie deviendra vraiment alléchante. Faire le plein devrait coûter 2 $. Les visites chez le garagiste coûteront sûrement moins cher, puisqu'une voiture électrique fonctionne avec juste une quinzaine de pièces motrices, contrairement aux quelque 130 pièces d'une voiture traditionnelle.

Tant mieux pour la planète! British Petroleum affirme que 100 millions de voitures électriques, c'est 1,2 million de barils de pétrole de moins consommés par jour. Une chance, puisque d'ici 2040, le nombre de voitures passera à… deux milliards.



Pourquoi l'Accord de Paris est voué à l'échec

Le mois dernier, pas moins de 15 364 scientifiques de 184 pays lançaient un cri d'alarme : l'Humanité court à sa perte en raison de la destruction accélérée de notre environnement! Pourtant ce manifeste est passé presque inaperçu. L'accord de Kyoto entré en vigueur en 2005 avait déjà démontré l'incapacité d'agir de la communauté internationale. Tout indique maintenant que l'Accord de Paris de 2016 sur les changements climatiques subira le même sort.

Il y a consensus sur le fait qu'un réchauffement de plus de 2° C par rapport à l'ère préindustrielle serait catastrophique pour l'Humanité. Or l'ensemble des cibles nationales pour la réduction des gaz à effet de serre produirait un réchauffement qui dépasse les 3° C. La majorité des pays signataires, y compris le Canada, ne respecteront même pas ces mesures. Nous nous acheminons donc, malgré les progrès dans le développement des énergies vertes, vers un réchauffement dépassant les 4° C. Alors qu'il faudrait une mobilisation totale des sociétés, les gouvernements, même quand ils saisissent l'ampleur du problème, se voient dans l'impossibilité d'imposer des changements de comportement dans l'immédiat pour contrer des menaces futures qui ne peuvent être mesurées avec exactitude.

La liste des misères humaines découlant d'un réchauffement de 4° est longue. L'eau emmagasinée dans les calottes polaires de l'Antarctique et du Groenland, à titre d'exemple, est suffisante pour inonder toutes les villes côtières du monde. La fonte de ces glaces est déjà bien entamée. Le scénario apocalyptique passe donc du possible au probable. Qui ose le dire se fait traiter « d'alarmiste ». Nous sommes dans le déni.

Personnellement, j'aurai quitté cette planète avant l'arrivée de l'hécatombe. Mais je pleure pour mes petits-enfants.



Dites bonjour pour exprimer la convivialité québécoise!

Lorsque les élus font face à un problème réel ou appréhendé, il leur arrive de ne rien faire tout en faisant semblant d'agir résolument. La semaine dernière, l'Assemblée nationale du Québec a réagi ainsi à cause d'une pratique qui, semble-t-il, menace l'avenir du français. Il s'agit de la formule d'accueil bilingue « Bonjour, Hi » utilisée par les commerçants, surtout à Montréal.

Le Parti québécois devait réagir, sachant que les sondages le placent au dernier rang dans les intentions de vote, derrière la Coalition avenir Québec et le Parti libéral. Que faire pour redorer son image? Une agence fédérale, Statistique Canada, a donné à son chef, Jean-François Lisée, l'occasion de manifester son existence. Des données du recensement de 2016, publiées la semaine dernière, indiquent que le français comme langue prédominante au travail a reculé légèrement au Québec depuis 10 ans, au profit du bilinguisme anglais – français.

La solution du PQ à cette « généralisation du bilinguisme »? Une proposition non contraignante à l'Assemblée nationale pour adoucir le malaise ressenti par les francophones qui sont reçus par un "bonjour, hi" quand ils entrent dans une boutique. M. Lisée a dénoncé cette formule d'accueil comme un irritant, ce à quoi le Premier ministre, Philippe Couillard, a objecté. Alors M. Lisée a retiré ce qualificatif et l'Assemblée a invité unanimement les commerçants à laisser tomber le 'hi' dans leurs salutations. Mieux encore, les députés ont déclaré que le mot bonjour « exprime magnifiquement la convivialité québécoise ».

Ainsi, l'Assemblée a agi résolument sans rien faire. Il nous faudra cependant tenir compte de ce que signifie « Bonjour » quand nous utiliserons ce mot à l'avenir.

ÉDITORIAL

PAR BERNARD BOCQUEL
bbocquel@mymts.net

La force des parents et le BEF

Passé le premier mouvement d'incompréhension, la nouvelle de l'élimination du sous-ministre adjoint responsable du Bureau de l'éducation française (BEF) se résume au bout du compte simplement : une des pièces clés du monde de l'éducation en français au Manitoba est menacée au nom du culte forcené de la réduction des dépenses publiques.

Peu importe que l'affaiblissement du BEF s'avère en totale contradiction avec le premier geste fort du gouvernement progressiste-conservateur, posé dès son arrivée au pouvoir, à savoir la quasi inespérée *Loi sur l'appui à l'épanouissement de la francophonie manitobaine*. Cette Loi 5 qu'on croyait votée à l'unanimité pour assurer un avenir au bilinguisme manitobain.

À ce stade-ci, force est donc de devoir admettre que la dimension culturelle exceptionnelle qui caractérise la Province du Milieu ne pèse pas lourd dans la balance du dogme central qui semble motiver le parti au pouvoir. Autre évidence : les arguments d'un front commun d'organisations baptisé « Les partenaires pour l'éducation en français » pour tenter de raisonner les décideurs politiques n'ont pas été probants. (1)

Il est vrai qu'un dogme est plus fort que la raison, en tout cas tant qu'une longueur d'onde commune n'est pas établie, c'est-à-dire tant que la bonne volonté est mise en veilleuse. Car sans esprit d'ouverture, impossible d'espérer que des politiciens à mille lieues des luttes historiques menées pour protéger un choix de vie, une culture, comprennent dans leurs cœurs à quel point une économie de quelques milliers de dollars pour s'épargner le salaire d'un sous-ministre adjoint représente une aberration.

Une question déterminante se pose, incontournable dès le début de l'affaire pour peu que l'on reconnaisse que d'avoir superbement ignoré le conseil consultatif prévu par la Loi 5 constituait un très mauvais signe. La question est celle-ci : *Comment faire comprendre au gouvernement que le fait de porter atteinte à l'intégrité du BEF est une attaque directe au projet de milliers de Manitobaines et de Manitobains?* Ces personnes pour lesquelles le bilinguisme est plus qu'un simple choix social ou d'acceptation d'un héritage culturel, mais une adhésion à un projet de vie?

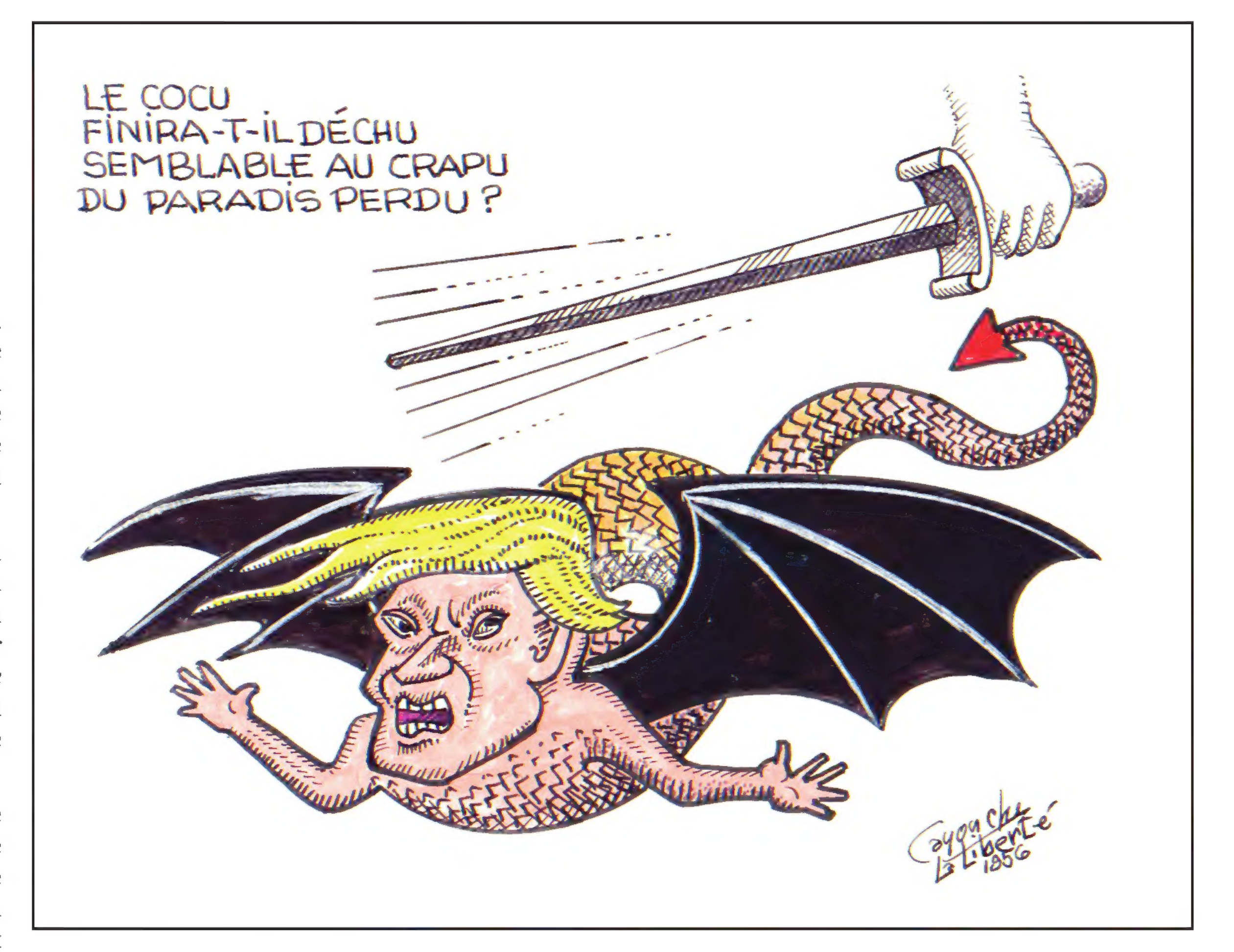
Car enfin, passées les considérations matérielles, voire matérialistes, d'argent, de prestige, d'emplois qui paient bien, l'option de vie bilingue, avec tous les efforts qu'elle exige, n'est-elle pas une formidable voie pour mieux s'humaniser? Un chemin de vie pour mieux chercher à élever son esprit dans un monde dont il n'est plus besoin de souligner la vacuité ultime du consumérisme, terrible fuite en avant de sociétés déboussolées par trop d'incessants bouleversements?

Si l'on veut croire que le BEF est bel et bien un élément essentiel du dispositif éducatif en français, alors il est tout simplement absurde que le destin scolaire des enfants qui ont la chance d'avoir accès au français par les écoles françaises ou d'immersion soit même partiellement remis en question.

Le temps est venu pour opposer à des gouvernants, qui ont décidé de faire de la réduction des dépenses publiques à tout prix un pseudo devoir moral, la plus légitime des forces : les parents. Pseudo devoir moral contre vrai devoir moral : il faut que la responsabilité des parents à l'égard de leurs enfants finisse par avoir le dernier mot. Il incombe absolument aux parents de ne pas trahir leurs enfants. Eux aussi méritent de pouvoir un jour faire en conscience le choix d'un destin bilingue.

Or, il n'y a ultimement pas d'autre moyen de pression sur un gouvernement de sourds que des parents qui décident de se tenir debout pour l'amour de leurs enfants. Et si la revendication doit passer, pour commencer, par une journée où ils n'enverraient pas leurs petits à l'école; eh bien qu'il en soit ainsi.

(1) Voir notamment l'article *Ian Wishart : « Nous faisons tous avec moins »* dans *La Liberté* du 29 novembre au 5 décembre 2017.



À VOUS LA PAROLE

Vous pouvez réagir aux lettres sur **www.la-liberte.ca** ou en écrivant à la rédaction **la-liberte@la-liberte.mb.ca**

Les conditions de publication des lettres sous la rubrique **À VOUS LA PAROLE** se trouvent en page 2.

La rédaction de *La Liberté*

Réactions aux fermetures de Caisse Groupe Financier

Madame la rédactrice,

J'apprends dans *La Liberté* (celle du 15 au 21 novembre 2017) que huit autres succursales de Caisse Groupe Financier ferment leurs portes.

Feu Alphonse Desjardins, le fondateur du mouvement des caisses populaires, doit se retourner dans sa tombe.

Que reste-t-il de mots comme membres, services, dividendes, etc.?

Pendant des années, habitant le nord de Saint-Vital, je fréquentais la Caisse du Précieux-Sang. D'abord, on avait fermé le comptoir, mais au moins on avait installé un dépôt de nuit et une machine ATM. Au commencement, c'était bien commode. Et puis, on finit par décider de fermer et le dépôt de nuit et la machine ATM.

Chers membres, conduisez jusque près de la Fermor, ou alors allez sur la Provencher, on s'en moque!

Armand Bédard
Le 28 novembre 2017

Excellent, à un mot près

Madame la rédactrice,

Excellente note de service à la ministre Rochelle Squires par mon ami Raymond Hébert à la page 3 de *La Liberté* du 29 novembre au 5 décembre 2017. Sauf qu'il a négligé un mot à la toute fin de son texte.

Il écrit : « Somme toute, Madame la Ministre, je vous suggère fortement de faire tout votre possible pour assurer la pérennité du Bureau de l'éducation française dirigé, comme depuis plus de 40 ans, par un sous-ministre adjoint. ». À mon sens, il manquait l'adjectif « francophone ».

Je m'empresse d'ajouter que pour moi le mot « francophone » est inclusif, c'est-à-dire qu'il inclut le mot francophile et toutes ses composantes.

Réal Sabourin
Le 29 novembre 2017

La chasse, un sujet qui a fait mouche

Madame la rédactrice,

Bravo !!

Je viens de recevoir ma *Liberté* , celle du 29 novembre au 5 décembre. Je suis ravi d'y retrouver d'excellents articles portant sur la chasse, tant du point de vue d'un garde-chasse pour qui c'était son gagne-pain que de celui de plusieurs enthousiastes. Simon Laplante a raison quand il dit que c'est une chance de renouer avec la nature. Surtout que nous vivons dans un monde qui devient de plus en plus techno, où les gens vivent éloignés des sources véritables de la nourriture que nous mangeons au quotidien.

J'ai moi-même repris intérêt à la chasse, après y avoir goûté très jeune avec mon père et mon grand-père maternel. C'est une chance de passer du temps de qualité avec les membres de sa famille, et je suis fier de pouvoir à mon tour initier mes enfants. La nourriture que je rapporte est la plus fraîche et la plus bio qu'il me soit possible d'obtenir. Je sais que l'animal d'où provient la viande a vécu une vie naturelle, en plein air!!

J'ai aussi bien apprécié l'article de Daniel Bahuaud portant sur la jeune dame, Vanessa Ahing, une ancienne végétarienne qui a découvert la chasse comme source éthique de protéines animales. Super comme sujet!

Merci encore d'avoir consacré à la chasse autant de place dans le journal.

Richard V. Loiselle
Le 30 novembre 2017

ACTUALITÉS

À VOUS LA PAROLE

Vous pouvez réagir aux lettres sur **www.la-liberte.ca** ou en écrivant à la rédaction **la-liberte@la-liberte.mb.ca**

Les conditions de publication des lettres sous la rubrique **À VOUS LA PAROLE** se trouvent en page 2.

La rédaction de *La Liberté*

Lettre ouverte au ministre de l'Éducation et de la Formation

Monsieur le ministre,

Dans les débats actuels qui entourent l'annonce de la suppression du poste de sous-ministre adjoint du Bureau de l'éducation française (BEF), deux phrases, dans l'entrevue que vous avez accordée à *La Liberté* la semaine dernière (29 novembre au 5 décembre 2017, p. 9), ont retenu mon attention : « [...] nous avons éliminé plusieurs postes de sous-ministres adjoints. Nous faisons tous avec moins, tant du côté anglophone que francophone. »

J'aimerais d'abord vous rappeler que le BEF n'est pas une division qui a la particularité de fonctionner en français, parmi les autres divisions du ministère, mais que, tout au contraire, il est une division autre, précisément parce qu'il fonctionne en français. Envisager ainsi le BEF, c'est l'insérer, au-delà de son appartenance à un ministère, dans le réseau institutionnel que s'est donné, au fil des années, la francophonie manitobaine pour assurer son épanouissement. Supprimer le poste de sous-ministre adjoint du BEF, c'est amputer, à terme, la vitalité de celle-ci.

Dans une telle perspective, éliminer, au nom d'une stricte logique administrativo-financière, arbitraire, uniformisante et aveugle aux enjeux spécifiques de la francophonie manitobaine, le poste de sous-ministre adjoint du BEF n'a pas du tout le même impact que de supprimer un autre poste de sous-ministre adjoint.

Par ailleurs, la Loi 5 donne désormais une assise encore plus forte à l'espace francophone manitobain; la Division scolaire franco-manitobaine existe depuis plus de 20 ans; le Programme d'immersion française dans la province n'a jamais accueilli autant d'élèves; une université francophone existe à Winnipeg; le Manitoba proclame la « valeur ajoutée » du bilinguisme. Dans un tel contexte, n'est-il pas incohérent, Monsieur le ministre, de supprimer le seul poste de sous-ministre adjoint qui ait à fonctionner en français au sein du ministère de l'Éducation et de la Formation?

Somme toute, le fond du débat, Monsieur le ministre, est sans doute celui-ci : nous ne pouvons pas « [faire] tous avec moins, tant du côté anglophone que francophone », car il est ici question d'égalité et d'équité. Nous qui vivons en situation minoritaire sommes bien placés pour vivre, presqu'au quotidien, la différence qui existe entre ces deux mots et les réalités auxquelles ils renvoient. Plus fondamentalement, il est ici question de droits de la personne. Or il se trouve que Winnipeg s'enorgueillit, à juste titre, du Musée canadien pour les droits de la personne, dans lequel on sensibilise de très nombreux élèves, entre autres, à ces deux mots : égalité et équité. (Je le sais : j'y suis bénévole et j'accompagne les visites guidées destinées à un public scolaire).

Il pourrait être avantageux, Monsieur le ministre, que vous reconsidériez la décision de supprimer le poste de sous-ministre adjoint du BEF à la lumière des valeurs auxquelles sont exposés les élèves durant leur visite dans ce musée. Ce faisant, vous tiendriez compte d'une autre cohérence, qui pourrait être la plus significative pour vous, puisque ces valeurs sont également, dans une très large mesure, celles du système scolaire manitobain, dont vous êtes, à titre de ministre de l'Éducation et de la Formation, à la fois le garant et l'ultime responsable.

Veuillez croire, Monsieur le ministre, en l'assurance de mes sentiments respectueux.

François Lentz
Ancien employé (1988-2008) du Bureau de l'éducation française
Le 30 novembre 2017

Cc : Madame Rochelle Squires, ministre responsable des Affaires francophones
Membres du Conseil consultatif des affaires francophones.

T'es parent avec qui, toi?



Bonjour!

Je m'appelle **Alice Marie Christine de Rocquigny**. Je suis née le 23 septembre 2017 à l'Hôpital Saint-Boniface. Je pesais 7 livres et mesurais 21,5 pouces.

Michel et Christine sont mes fiers parents. Mes grands-parents, Raymond et Nicole de Rocquigny, John et Debbie Durham viennent souvent me rendre visite.

Quelle grande famille : mes oncles, François, Tyler, Bryan, Jon; mes tantes, Julie, Karine, Chantal, Elizabeth; mes cousins, Alexus, Zachary, Matthieu, Nathalie, Sarah, Tristian, Marc, Kailyn, Callum, Scarlett et Isabelle.

Mes arrières-grands-parents sont Marie Rose de Rocquigny, Gisèle Fontaine et Cora Fraser.

Les ambitions de la FCFA

But : assurer des espaces en français

La dualité linguistique au Canada est la préoccupation centrale de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA). Son président, Jean Johnson, réclame 575 millions $ supplémentaires sur cinq ans pour le prochain Plan d'action sur les langues officielles. En attendant une réponse, la FCFA se fait alarmiste.

Gavin BOUTROY
presse8@la-liberte.mb.ca

Jean Johnson s'insurge « On s'en va à la dérive, vers l'abandon d'une des valeurs principales du Canada : la dualité linguistique. La dualité linguistique, c'est plus qu'un concept, ce sont des citoyens. Nos citoyens dans nos communautés. On est la seule source capable de bâtir un Canada bilingue.

« Sur chaque dollar de la feuille de route 2013-2018, 60 cents vont aux gouvernements, 15 cents sont destinés aux anglophones et 25 cents aux communautés francophones. » un montant totalement inadéquat estime Jean Johnson. « Il faut regarder nos communautés, et se dire : *Est-ce qu'on va les laisser s'éteindre, est-ce qu'on va les laisser mourir?* »

Jean Johnson indique que les 575 millions $ sur cinq ans qu'il demande au gouvernement Trudeau, en plus du 1,1 milliard $ sur cinq ans du plan actuel, devraient être investis à deux niveaux.

« On envisage 300 millions $ sur cinq ans dans la création d'un continuum d'éducation, et 275 millions $ sur cinq ans vers des programmes qui existent déjà, mais qui sont sous-financés. »

« Nos priorités sont fondamentalement les mêmes que celles de la Feuille de route, mais avec une approche différente. Ce qui nous différencie vraiment, c'est notre intention de créer un espace francophone hors Québec.

« Pour être capable de créer un espace francophone, il faut offrir un continuum d'éducation francophone. C'est à dire offrir des services à la petite enfance en français, offrir une scolarité et des programmes postsecondaires en français. Il faut qu'il y ait un choix que ce soit dans le domaine académique, ou technique et professionnel.

« On est à la table pour demander des investissements transformatifs, pour que le Plan d'action soit lui aussi de nature transformative. »

Malgré ses profondes inquiétudes, le président de la FCFA reconnaît avoir bénéficié d'un accès privilégié à la ministre du Patrimoine canadien, Mélanie Joly, avec laquelle il a tenu cinq réunions formelles depuis qu'il a été élu à la tête de la FCFA, en juin 2017.

La Liberté a essayé plusieurs fois de rejoindre la ministre par téléphone, mais elle et Denis Paradis, le président du Comité permanent des langues officielles, n'étaient pas en mesure d'accorder une entrevue avant que le journal n'aille sous presse.



Jean Johnson, le président de la FCFA, qui demande une augmentation des paiements de transfert en langues officielles à destination des organismes des francophones en situation minoritaire.

« Si on maintient le niveau de financement au niveau insuffisant où il se trouve actuellement, les fermetures comme celle d'une radio communautaire en Alberta, ou encore du RESDAC [Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences] continueront. Il faut donner à la communauté un peu d'espace pour respirer.

Archives La Liberté

Dualité linguistique : où va l'argent du Fédéral?

La FCFA dénonce un manque de transparence

Alors que la Feuille de route pour les langues officielles 2013-2018 tire à sa fin, et avant l'annonce du financement du nouveau Plan d'action de cinq ans sur les langues officielles d'Ottawa, la FCFA a publié une analyse avec l'intention de clarifier la destination de transferts fédéraux en matière de langues officielles.

Résultat de l'analyse du consultant Ronald Bisson, présentée au Forum des leaders à Ottawa le 23 novembre 2017 : pour chaque dollar des 1,1 milliard de la Feuille de route 2013-2018, 25 cents vont aux organismes des communautés francophones en situation minoritaire, et 60 cents aux gouvernements territoriaux et provinciaux. Ce qui représente environ 57 millions $ par année pour des organismes francophones en situation minoritaire, et 134 millions $ pour les gouvernements.

Les paiements de transfert annuels en matière de langues officielles de Patrimoine canadien se chiffrent à 334 millions $, dont 34 % proviennent de la Feuille de route. Sur chacun de ces dollars, 88 cents vont aux gouvernements provinciaux et territoriaux. Les communautés francophones en situation minoritaire reçoivent 7 cents, dont 2 cents proviennent de la Feuille de route. Pour les visuels, retrouvez les graphiques de Ronald Bisson sur la-liberte.ca.

Le président de la FCFA, Jean Johnson, ne s'oppose pas à ce que des gouvernements provinciaux et territoriaux reçoivent des fonds pour les langues officielles dans des domaines comme l'éducation, ou la formation de fonctionnaires bilingues.

« La difficulté, c'est la reddition de comptes pour les transferts du Fédéral aux provinces en matière de langues officielles. On perd de vue où vont les investissements. Ce n'est pas du tout vrai que ces fonds vont forcément directement à ce qui était prévu à l'origine de la Feuille de route : soutenir nos communautés. Lorsque les provinces et territoires reçoivent des fonds, elles en font ce qu'elles veulent, sans être obligées de rendre des comptes au gouvernement fédéral. »

G. B.

Réactions aux excuses de Justin Trudeau pour l'oppression des personnes LGBTQ2

Merci, mais il reste du travail à faire

Moment historique, mardi 28 novembre : Justin Trudeau se lève en Chambre pour offrir les excuses de l'État aux personnes Lesbiennes, Gaies, Transgenres, Queer et bi-spirituelles (LGBTQ2) pour le rôle actif du gouvernement dans l'oppression de leurs communautés. Mise en perspective par trois personnes LGBTQ2.





presse8@la-liberte.mb.ca

Les excuses du Premier ministre Trudeau s'adressaient aux individus LGBTQ2 du Canada et en particulier aux fonctionnaires du service public, de la police et des armées, puisque leur l'orientation sexuelle mettait fin à leur progression professionnelle. Il visait en particulier la période de 1950 à 1990.

« Même si nous considérons le Canada moderne comme étant un pays évolué et progressiste, nous ne pouvons pas pour autant oublier notre passé : il n'y a pas si longtemps, l'État a orchestré une culture de stigmatisation et de peur autour des communautés LGBTQ2, et a ainsi détruit des vies », a déclaré le Premier ministre Trudeau.

« La fonction publique, les militaires et la GRC espionnaient leurs propres membres, à l'intérieur et à l'extérieur de leurs lieux de travail. On surveillait les Canadiens pour déceler tout ce qui aurait pu être considéré comme un comportement homosexuel, en surveillant constamment les groupes communautaires, les bars, les parcs et même les résidences.

« À tous les gens LGBTQ2 du pays à qui nous avons fait du mal, de toutes les manières possibles, nous sommes désolés. »

Les excuses du Premier ministre étaient accompagnées du dépôt du projet de loi C-66, qui doit permettre aux personnes LGBTQ2 reconnues coupables sous des lois criminalisant l'homosexualité de radier ces condamnations. En d'autres mots, ces condamnations seront supprimées comme si elles n'avaient jamais existé. La personne concernée devra demander elle-même la radiation de ses condamnations. Si elle est décédée, la famille pourra demander la radiation à sa place. 110 millions $ seront dédiés aux paiements de réparations et à la construction d'un monument à Ottawa.

Merci, mais...

Mitch Van Ineveld, qui est transgenre, reconnaît elle aussi la portée des excuses du Premier ministre quant au potentiel de guérison des personnes directement affectées par les politiques dans les milieux de travail. Mais elle souligne que « les paroles de Trudeau ne représentent pas plus que des excuses ».

« Trudeau parle du passé, d'injustices historiques, et il ne fait pas le lien avec la discrimination dont souffrent actuellement des personnes LGBTQ2. Et ça, on le voit tout le temps, comme quand la Province s'excuse pour le *60's Scoop*, sans reconnaître le type de violence qui est en question, à savoir l'enlèvement d'enfants autochtones, qui continue à ce jour.

« Les fonctionnaires, sans minimiser leur expérience, sont une section plus privilégiée de la communauté LGBTQ2. L'État ne reconnaît que les luttes qui ont lieu dans sa propre cour. Il n'y a aucune reconnaissance des mouvements militants quotidiens. En d'autres mots, le Premier ministre n'est pas connecté à la réalité matérielle de nos communautés. Son message, c'est que certaines luttes sont acceptables, et certaines ne le sont pas. Celles qui sont jugées inacceptables sont celles qui ont historiquement du succès pour nous...



Eric Plamondon : « Je ne pourrai jamais savoir si le fait d'être ouvertement gai a été un obstacle à ma carrière, si ça a affecté ma candidature à certains postes. « J'espère que le geste de Trudeau, de reconnaître un tort, pourra casser la culture du *don't ask don't tell*, qui régnait jusqu'à très récemment dans les secteurs visés par ses excuses et la loi C-66. »

photo : Gavin Boutroy

« Par exemple, il n'a exprimé aucune sympathie pour le groupe Black Lives Matter Toronto, quand ils ont interrompu la Pride à Toronto pour demander que la police ne soit pas présente en uniforme lors de la parade, en raison du rôle de la police dans la discrimination contre les personnes LGBTQ2 de couleur. »

Pour Eric Plamondon, qui est ouvertement gai, « l'importance du fait que les victimes entendent que ce qu'elles ont vécu était mal et injuste, qu'on leur a causé des torts systématiques, ne peut pas être sous-estimée. Surtout si on comprend que la victimisation se transmet de génération en génération. Il reste une méfiance cultivée envers les institutions coupables d'avoir causé ces torts. Il y a une impression chez beaucoup de monde que les institutions de l'État jouaient un rôle passif dans la victimisation. Ce n'était pas le cas. Ces institutions jouaient un rôle actif.

« Si certaines critiques de ces excuses, et des politiques actuelles du gouvernement Trudeau, sont tout à fait légitimes, il faut se souvenir qu'il s'excuse de la part d'une institution qui essayait activement d'identifier des personnes LGBTQ2, et qui ciblait injustement une population. »

Lesbienne et chrétienne

Joanne Couture, qui est ouvertement lesbienne, est encouragée par les excuses de Justin Trudeau. « Les excuses du gouvernement confirment mon cheminement, et celui de la société en général. »

Dans les années 1990, elle avait dû quitter son poste au programme de formation Nathanaël à l'Archidiocèse de Saint-Boniface à cause de son orientation sexuelle. L'Église catholique reste catégoriquement opposée aux relations homosexuelles.

« À Saint-Boniface, je n'entends pas le message de Trudeau dans ma communauté chrétienne. Cette ouverture, je l'entends d'individus qui me disent : *Joanne, il n'y a rien là pour nous.* Cette communauté chrétienne me manque. Je ne vais pas à l'église. Quand je suis là, pour des funérailles ou des mariages, je ressens un malaise. »

D. B.

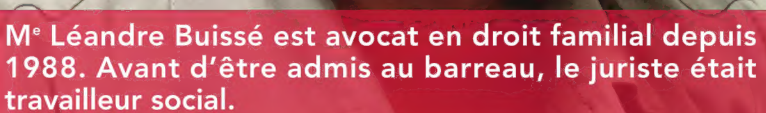
Deux regards sur la potentielle réforme du droit familial au Manitoba

Divorce : aller, ou ne pas aller en cour?

Faut-il encourager plus de collaboration et de médiation chez les parents qui se séparent et qui divorcent? Les points de vue nuancés de deux juristes, Léandre Buissé et Robynne Kazina.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca





Me Léandre Buissé est avocat en droit familial depuis 1988. Avant d'être admis au barreau, le juriste était travailleur social.

photo : Gracieuseté Léandre Buissé

Me Robynne Kazina est experte en médiation et en litige familial depuis 2006. La juriste détient également une maîtrise en travail social.

photo : Gracieuseté Robynne Kazin

Un comité consultatif établi par Heather Stefanson, la ministre provinciale de la Justice, explore depuis la fin octobre la possibilité de réformer certains aspects du droit familial. Le but? Dans le cas de couples qui divorcent, chercher à assurer des résultats plus positifs et fructueux pour le bien-être des familles, en particulier celui des enfants.

Cette ouverture à une réforme est partagée par Richard Chartier, le juge en chef de la Cour d'appel du Manitoba. Du moins à s'en tenir à son jugement du 17 octobre dernier dans le cas *Dunford c. Birnboim* :

Ce cas met en évidence tout ce qui ne fonctionne pas dans notre système du droit familial – un système accusatoire où un membre de la famille est dressé contre l'autre, où les avocats défendent ce qu'ils perçoivent être ce qui est bien pour leurs clients respectifs, mais pas nécessairement pour la famille, et où la coopération requise pour traiter de questions importantes est affaiblie par un processus intrinsèquement combatif et par de longues procédures judiciaires.

La perspective de Me Léandre Buissé

« Les deux parents ont un rôle à jouer »

Il n'est pas possible de repenser de fond en comble le système. D'ailleurs les cas où une grande bisbille entre les parents nécessite de comparaître devant un juge à plusieurs reprises se font de plus en plus rares. En près de 30 ans, j'ai eu cinq procès pour la garde des enfants. J'essaie de régler mes cas sans aller en cour. La plupart du temps, les parties règlent à l'amiable.

Pourquoi? Parce qu'il y a eu un changement de culture qui a eu des répercussions au niveau de la pratique du droit familial. Quand j'ai commencé comme avocat, plus on pouvait ajouter de négatif sur l'autre client dans un *affidavit*, mieux c'était. Le but était qu'un parent, surtout la mère, ait le contrôle de la situation et obtienne la garde des enfants.

Mais au fil des ans, il y a eu une évolution vers la garde partagée. Une acceptation que les deux parents ont un rôle à jouer dans la vie de leur enfant, dans l'intérêt de l'enfant. La société est plus prête à accepter que le père a un rôle égal à celui de la mère dans l'éducation des enfants. Alors au lieu de courir tout de suite en cour, à moins d'un réel danger pour l'enfant, j'invite les parents de se rencontrer, de discuter et de régler la situation aussi rapidement que possible.

Les cas difficiles existeront toujours. Malgré les sessions de médiation, certaines personnes n'arrivent pas à s'entendre. Elles ignorent les conseils des médiateurs, s'attachent aux conflits qui ont causé la rupture du couple. Ces personnes refusent ou sont incapables de prendre le recul nécessaire pour penser au bien-être de leurs enfants. Au fond, ce dont elles ont besoin, c'est de beaucoup de counseling personnel, et une meilleure compréhension de la dynamique familiale.

La perspective de Me Robynne Kazina

« Certaines situations requièrent un juge »

En droit familial, la meilleure solution est celle où on a évité de comparaître en cour.

J'espère que le comité consultatif va explorer un système qui encourage le couple qui divorce à s'informer avant même de consulter un avocat. Qu'on apprenne aux parents quels documents financiers sont nécessaires pour aller de l'avant. Et qu'on leur offre une formation sur les meilleures manières de réduire les conflits.

À l'heure actuelle, cette formation n'est obligatoire que pour les couples qui vont comparaître en cour. Elle devrait être offerte à tous. Pour le bien-être du couple et des enfants. Et pour désengorger le système. Parce que quand on prend le virage du litige, ça peut prendre plusieurs années avant de clore le dossier juridique.

Cela dit, l'obtention d'informations préalables et la médiation obligatoire ne vont pas régler tous les problèmes. Certaines situations requièrent l'intervention d'un juge. Comme dans les cas de violence conjugale et d'abus psychologique, ou encore lorsqu'il y a un déséquilibre de pouvoir au sein du couple.

Ceci étant, j'ai vu combien les cas de cour peuvent détruire les familles. Des parents dépensent des milliers de dollars pour obtenir une journée supplémentaire pour la garde de leur enfant. Alors que ces sommes pourraient être consacrées à l'éducation postsecondaire de leur jeune. Ces parents ne correspondent que par l'intermédiaire de leurs avocats. Ils se servent de leur enfant comme d'une arme contre l'autre. Pareilles situations prennent des années à régler. Dans l'intervalle, la relation entre les parents et l'enfant est gravement endommagée. D'où toute l'importance d'aider autant que possible les familles qui divorcent.

La lutte contre le harcèlement dans les conseils municipaux bien engagée

Pour enfin en finir avec l'intimidation

À la convention annuelle de l'Association des municipalités du Manitoba (AMM) tenue à Brandon, une motion pour empêcher l'intimidation et le harcèlement dans les conseils a beaucoup fait débat le 29 novembre. L'initiative a libéré la parole chez plusieurs élus présents.




presse2@la-liberte.mb.ca

En juin dernier, quand Cheryl Christian a voulu présenter cette motion à son conseil municipal, un seul autre élu lui a répondu. On avançait qu'il y avait des débats plus importants. Mais la résolution de la conseillère de West St. Paul, qui vise à protéger davantage les membres de conseils municipaux contre le harcèlement et l'intimidation, a fait du chemin depuis.

Cinq mois plus tard, elle a été adoptée à 91% à la convention annuelle de l'AMM, à laquelle, d'après Cheryl Christian, près d'un millier de délégués ont assisté.

Son initiative faisait suite à la démission en avril 2017 de Jackie Hunt, l'ancienne mairesse de la Municipalité de Ritchot, qui avait subi pressions et insultes de la part de membres de son conseil.

Suite au vote de l'assemblée, l'AMM va défendre la motion auprès de la Province. Le but? Que le gouvernement modifie *La loi sur la sécurité et l'hygiène du travail*, pour y inclure les élus municipaux. À ce jour, les membres de conseils ne font que signer un code de conduite au moment de leur entrée en fonction. La modification de leur statut les protégerait davantage en cas de harcèlement.

Cheryl Christian se félicite du succès de la motion. « Des conseillers et conseillères se sont levés pour parler et ont évoqué le fait que c'est un problème commun et qu'il était temps de trouver une solution. » Elle note que cinq hommes ont aussi pris la parole durant la discussion, qui aurait été débattue plus longuement que la quarantaine d'autres motions à l'ordre du jour.

Seul un conseiller de la Municipalité de Swan Valley West, David Minich, a émis des doutes sur le sujet, notamment autour de la définition que l'on donne au harcèlement. Il craignait que cela empêche le bon déroulement des débats.

Cheryl Christian assure que l'enjeu n'est pas là. « Nous ne parlons pas des débats ouverts et de discussions animées à nos tables de conseils. C'est la démocratie. Nous parlons de situations tellement dramatiques que des conseillers obtiennent des ordonnances restrictives contre d'autres conseillers. »

Deux autres conseillers de la Municipalité de Swan Valley West, Brian Burick et Irwin Steen, ont pris la parole pour soutenir la motion, et ont évoqué leur propre expérience vis-à-vis de l'intimidation et du harcèlement dans leur conseil.

Même son de cloche du côté de la Municipalité de Springfield. La conseillère de la Municipalité de Springfield, Heather Erickson, note que deux membres de son conseil ont aussi pris la parole pour parler de l'intimidation qu'ils ont subie. « Et la pression ne venait pas d'hommes. Il faut comprendre que n'est pas juste une question de genre. »

Heather Erickson fut la première conseillère à parvenir à faire adopter la motion dans son conseil. Ce fut le premier pas de la motion vers sa présentation à la convention de l'AMM. « Le harcèlement et l'intimidation se retrouvent partout. J'ai travaillé 42 ans dans la bureaucratie. Je peux vous en parler! »



Cheryl Christian, conseillère à la municipalité de West St. Paul, a défendu une motion pour lutter contre le harcèlement et l'intimidation dans les conseils municipaux, à la convention annuelle de l'AMM.

photo : Gracieuseté Cheryl Christian

Elle note que le sujet éclaire un problème bien plus grand dans notre société.

« Notre société se désocialise. On se range derrière l'idée de *Moi d'abord*. Nous ne nous soucions plus assez les uns des autres. Il est temps de revenir à un modèle de société altruiste. Et les conseils doivent donner l'exemple. »

Ce problème, affirme Heather Erickson, était là depuis un long moment. « C'est un peu comme le sujet du harcèlement sexuel en ce moment aux USA. Une personne prend enfin la parole, et ensuite, c'était comme des dominos. La parole s'est libérée. »

Cheryl Christian estime que les regards sont maintenant tournés vers la Province, auprès de laquelle l'AMM va faire du lobbying. Un porte-parole de la Province a indiqué que « le gouvernement du Manitoba est impatient de parler avec l'AMM de cette résolution ».

Pierre Guérin, un parcours de vie entre la musique et le diffuseur public

« J'ai Radio-Canada tatoué sur le cœur »

Animateur, réalisateur et enfin directeur régional de Radio-Canada pour l'Ouest, Pierre Guérin a pris sa retraite en octobre. Le natif de Montréal partage quelques hauts points de sa vie, raconte son choc face aux compressions budgétaires chez le diffuseur public et aborde certains défis que relève la SRC depuis l'avènement d'Internet et du numérique.



Pierre Guérin, devant l'ancien local de CKSB, situé au 607 rue Langevin à Saint-Boniface. « La décision de consolider notre personnel et ses installations dans un même édifice, aux bureaux de la SRC/CBC sur l'avenue Portage, a été extrêmement déchirante. Il fallait que nos équipes soient en proximité, pour éviter les dédoublements. Mais il y avait tout le côté historique du 607 Langevin, tout le côté émotif qui entourait la décision. J'ai vécu ça. Une partie de ma vie résidait entre les murs de CKSB. »

photo : Daniel Bahuaud

Propos recueillis par
Daniel BAHUAUD

▶ Votre carrière radio-canadienne, vous la commencez comme animateur à CKSB...

Pierre Guérin : C'était en 1984. J'ai posé ma candidature pour un poste d'assistant à la réalisation à la radio. On ne m'a pas embauché. Mais deux semaines plus tard, j'ai reçu un coup de fil : *Viens passer une audition, tu as une belle voix.*

J'imagine que c'est parce que j'étais à l'aise au micro. Je suis musicien, ancien membre du groupe folk Barde. Et c'est moi qui étais le porte-parole de la formation.

▶ Deux semaines plus tard, vous étiez en ondes...

P. G. : C'est vrai! J'ai appris sur le tas, comme on dit. Je co-animais l'émission d'été *Coup de soleil* avec Suzanne Jeanson. Ensuite, je suis passé au *Radio Réveil*, l'émission du matin.

Un des grands défis était d'évacuer l'accent québécois. Il fallait adopter un débit neutre, universel. Ainsi le voulait la tradition radio-canadienne à l'époque.

J'étais bien encadré. CKSB était une petite station, où les gens se connaissaient et s'appuyaient. Une famille, quoi. J'ai vite apprivoisé la radio, que j'aimais beaucoup. C'est un média qui a l'avantage de créer un rapport chaleureux avec les auditeurs. Je suis tombé en amour avec la radio.

▶ Vous avez aussi animé à la télé, pour ensuite faire de la réalisation pour Radio-Canada et la CBC. C'était un gros changement?

P. G. : L'animation demande d'être en mesure d'aller chercher du contenu et de le structurer pour la diffusion. Il faut trouver des sujets, ensuite des intervenants. Il faut préparer les entrevues et les monter, quand ces entrevues n'étaient pas diffusées en direct. Avec la technologie du temps, j'en ai passé des heures à couper du ruban magnétique avec des lames de rasoir, pour ensuite assembler les bouts avec du ruban gommé!

▶ Travailler à la CBC, c'était difficile pour un francophone?

P. G. : J'ai 63 ans. J'ai grandi à une époque où parler anglais à Montréal n'était pas très populaire. Et j'y ai vécu jusqu'à l'âge de 27 ans. J'avais toutefois une affinité pour la langue. J'étais le seul francophone au sein du groupe Barde. Notre langue de travail était l'anglais. J'ai vite développé la capacité de travailler autant en anglais qu'en français.

De 1987 à 1990, j'ai réalisé l'émission *Simply Folk*, animée par Mitch Podolak, le fondateur du Festival Folk. Côté contenu, j'étais dans mon élément.

▶ Et c'est après *Simply Folk* que vous avez perdu votre poste...

P. G. : C'était le début des grandes compressions. On en avait connues en 1985, mais cette fois-ci, elles étaient massives. Toutes les régions ont été touchées, y compris Montréal et Toronto. La SRC parlait d'un *Téléjournal* pour tout l'Ouest et une seule émission radiophonique du matin, encore pour tout l'Ouest. Heureusement, les communautés francophones n'ont pas tardé à réagir. Il y a eu un ressac. Si bien que la programmation dans chacune des provinces de l'Ouest en est sortie plus ou moins intacte.

▶ Vous rebondissez, en 1991, comme directeur artistique et directeur général du Festival Folk pendant dix ans...

P. G. : J'ai fait neuf festivals comme directeur artistique. Et trois ans comme directeur artistique et directeur général, une expérience à la fois stressante et enrichissante. Au Festival Folk, j'ai reçu une éducation musicale extraordinaire. Je recevais 1 200 soumissions par année. Et j'en choisissais environ 75.

Ensuite, il fallait bâtir une programmation, décider quels musiciens se présenteraient sur les différentes scènes, et quels musiciens allaient animer des ateliers. C'est un travail extraordinaire en termes de créativité et de subjectivité. Une journée au Festival Folk a son propre rythme, sa propre personnalité. Il en va de même sur les différentes scènes. Il faut être sensible à cette réalité. Pour monter la programmation, je m'enfermais deux semaines dans une chambre d'hôtel.

▶ On dirait que le Folk Fest a été pour vous une école de gestion...

P. G. : C'est très vrai. À Radio-Canada, je gérais des petites équipes. Au Folk, il fallait s'occuper non seulement de la demi-douzaine d'employés permanents et des employés d'été, mais de 1 500 bénévoles.

Il m'a aussi fallu apprendre à lâcher prise. On a beau avoir travaillé autant qu'on veut, il faut vivre avec le résultat. On travaillait pendant 51 semaines, et tout dépendait de ce qui allait se passer au cours de la 52e.

▶ 1 500 bénévoles, ça en fait des passionnés...

P. G. : Oui. Les bénévoles travaillent par amour du folk et de la communauté qui se rassemble autour de cette musique. C'est pourquoi au Folk Fest, il fallait avoir une vision. Non seulement de l'évènement, mais de ce que le festival représente pour les autres. Les bénévoles et le public ont un sens d'appartenance à l'évènement. Le cœur du Folk, c'est la création d'une communauté plus ou moins éphémère, qui vit sur le site, au parc Birds Hill. Le côté social de l'évènement est beaucoup plus important que le côté *entertainment*. Le slogan à l'époque était *People and Music*. Le Folk, c'est bel et bien ça.

SUITE EN PAGE 11 ▶

▶ SUITE DE LA PAGE 10

▶ Une partie du public canadien cultive ce même sentiment d'appartenance envers Radio-Canada et la CBC...

P. G. : Au pays de CKSB, tout le monde est citoyen, et donc a une voix pour s'exprimer. J'étais profondément touché par la campagne menée par les Amis de la SRC avant et lors des dernières élections fédérales, en 2015. C'est extraordinaire de voir des gens s'approprier le diffuseur public en se disant : *C'est à moi !*

Moi aussi, j'ai le diffuseur public tatoué sur le cœur. C'est difficile à comprendre que certaines personnes ne voient pas son utilité. La vocation d'un diffuseur public est de présenter les différentes perspectives politiques, sociales, économiques, pour s'assurer que toutes les voix du pays puissent s'exprimer.

À une époque où les différences s'accentuent et le dialogue collectif diminue, cette vocation me parait de plus en plus importante. Trop de gens passent du temps à fréquenter des médias qui affirment leur point de vue sans chercher à s'exposer à autre chose. Pour les personnes, et pour la démocratie, c'est dangereux. Et politiquement, c'est nocif.

▶ Comment avez-vous vécu votre retour à la réalisation à Radio-Canada en 2002? Comme un retour en arrière?

P. G. : À l'époque, je me suis posé la question. Après tout, sur le plan professionnel, j'étais exactement où j'étais en 1990. Mais j'avais un autre état d'esprit. Je faisais mon travail enrichi par mon expérience au Festival Folk, et mes deux ans à la direction du Festival du Voyageur. J'étais plus confiant. J'appréciais mes fonctions de manière complètement différente.

Un des mes grands coups de cœur professionnels remonte à cette époque. C'était en 2003. Mon collègue Robert Boucher et moi avions proposé et réalisé l'émission *En plein midi* pour CKSB. On avait 45 minutes. On préparait une entrevue longue, ou encore une table ronde sur un sujet donné. On allait avec nos sujets tous azimuts. Et on creusait, pour bien approfondir le sujet. On allait chercher des experts de partout dans le monde. C'était un haut point.

▶ Pourtant, vous n'étiez toujours pas complètement satisfait...

P. G. : Il faut croire que je ne suis jamais tout à fait satisfait où je me retrouve. La gestion et l'animation d'équipes me manquaient. Je venais de franchir le cap des 50 ans. Je me suis dit que c'était maintenant ou jamais. J'ai agi. Et voilà qu'en 2005, je me suis retrouvé à Regina, en qualité de Chef des émissions radio de la SRC. Et ensuite chef des Services français en Saskatchewan, en 2006, et en Colombie-Britannique en 2007. Finalement, en 2010, on m'a confié la direction des Services français pour l'Ouest.

▶ C'est justement à cette époque que les premières tentatives d'intégrer la radio et la télé ont commencé...

P. G. : En effet. On était au début d'une longue évolution, un processus d'ailleurs toujours en cours. L'époque où nos journalistes étaient spécialisés par plateforme s'achevait. On leur demandait dorénavant de faire de la radio et de la télé.

Cette évolution était conduite par les changements technologiques. Et les compressions budgétaires. La technologie permettait de faire plus avec moins de gens. Elle visait à être plus efficace et à faire face à la réduction forcée de la taille des équipes. Tout en mettant en place des outils qui étaient, en grande partie, plus performants.

Les années 1990... Pierre Guérin, devant les bureaux du Festival Folk, situés dans le quartier de la Bourse à Winnipeg.

photo : Gracieuseté Société historique de Saint-Boniface (SHSB)

Mais pas tous. Il faut se méfier du mythe qui entoure la technologie. Celui qui dit que parce qu'on a un nouvel outil, tout va être plus facile, n'a pas forcément raison.

▶ Comment le personnel a-t-il vécu ces changements?

P. G. : Pour les gens habitués à travailler sur une seule plateforme, leur demander de faire de la radio et de la télé, c'était déstabilisant. Certains ne voulaient faire que de la radio, ou que de la télé. Il y a eu quelques départs. Surtout qu'en même temps, il fallait apprendre les nouveaux outils. L'avènement du numérique nous a tous un peu chambardés.

Du point de vue de la gestion, le défi était de travailler avec les équipes pour les encadrer et les aider à mieux vivre ces changements. Sur le plan professionnel bien sûr, mais aussi sur le plan personnel. Parce que ce travail de transformation a été marqué par un sentiment d'être débordé par le changement. Il fallait que la situation soit gérable et vivable. Ça prenait et ça continue de prendre des efforts pour faciliter l'adaptation aux nouvelles plateformes, qui n'ont cessé de s'ajouter. Quand un journaliste est sur le terrain et qu'il doit faire des entrevues et envoyer des tweets, il faut s'assurer que son travail soit gérable. À mon avis, cette adaptation n'est pas encore entièrement réglée à la SRC.

▶ Le public, que gagne-t-il par la multiplicité des plateformes?

P. G. : Une plus grande cohérence, je crois. On est passé d'un univers où la radio et la télé d'un même diffuseur ne travaillaient pas ensemble, et se considéraient même en compétition, à un univers où on peut offrir des contenus complémentaires.

Je pense que nos bulletins, nos émissions et la transmission de la nouvelle sont mieux adaptés aux besoins des gens. Aujourd'hui, l'univers des médias est infiniment plus souple. Préparer un tweet, c'est une autre façon de concevoir la nouvelle. Quand un journaliste est bien appuyé, il est en mesure de préparer du contenu pour Twitter, la radio, Internet, voire même la télé. Son travail – et la nouvelle – rayonnent de bien plus de façons.

Mais il faut aussi se rappeler que certains sujets sont mieux adaptés à certaines plateformes. Un grand évènement communautaire se prête mieux au visuel. On peut envisager une couverture à la télé, sur le Web et en Facebook Live. Un entretien avec un producteur agricole, qui parle des défis du marché, se prête mieux à la radio, et au contenu écrit, produit pour le Web.

Ce que j'aime aussi, c'est qu'avec les nouveaux outils technologiques à notre disposition, on peut se rendre plus facilement en région. Ce qui a toujours été un défi de taille dans l'Ouest. On ne peut pas être partout, mais on dispose d'une plus grande mobilité. On peut envoyer des équipes faire la cueillette de nouvelles. On peut maintenir un contact assez constant avec le rural pour que ce soit significatif.



Les années 1980... Pierre Guérin présente les conditions météorologiques au *Téléjournal* de CBWFT.

photo : Gracieuseté Société historique de Saint-Boniface (SHSB)

▶ Est-ce que les différentes plateformes renforcent le sentiment d'appartenance du public à Radio-Canada et la CBC?

P. G. : Je crois que oui. Avec le numérique, une vraie relation s'établie entre le diffuseur et le public. Le public peut réagir sur plusieurs plateformes. Il peut nous parler de ce qui le touche. Une conversation peut être lancée. On est désormais en dialogue constant avec les Canadiens. La relation est beaucoup plus riche et participative. Les gens veulent réagir, être au cœur de ce qu'on fait. Ils nous suggèrent des sujets, et leur réaction fait partie du sujet qu'on amène en ondes. Ils sont, en quelque sorte, des co-créateurs de notre contenu.

Ça n'a pas toujours été le cas. Pensez à la télévision. Autrefois, on fabriquait une émission, et les gens s'installaient à une heure précise devant la télévision, pour recevoir de manière relativement passive des nouvelles qui étaient censées n'être vues qu'une seule fois.

Les nouveaux visages du CA de la SFM

ARMAND POIRIER :

« Il ne faut pas oublier les régions éloignées »



Le nouveau conseil d'administration de la Société de la francophonie manitobaine compte 20 membres depuis le 12 octobre. À terme, ils seront 22.

Semaine après semaine, *La Liberté* s'entretiendra avec chacun d'entre eux pour mieux comprendre leurs priorités, leur parcours, leurs motivations. Et faire ainsi découvrir aux lectrices et lecteurs les porte-parole de la francophonie post-refonte.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Résident de Lorette, Armand Poirier représente le secteur rural et les municipalités au CA de la Société de la francophonie manitobaine (SFM).

Lorsque l'Association des municipalités bilingues du Manitoba l'a invité à siéger au CA de la SFM, le Fransaskois d'origine n'a pas hésité à accepter.

« J'ai les tripes solidement francophones. Les Poirier et les Chicoine ont quitté le Québec pour s'installer en Saskatchewan. J'ai grandi en français et j'ai été éduqué en français à Bellegarde par les Filles de la Croix et les Frères du Sacré-Cœur. Quand j'étais en 12e année, j'ai participé, avec 40 autres jeunes Fransaskois, à un voyage à travers le Canada organisé par André Mercure, le Georges Forest de la Saskatchewan. Cette expérience toute francophone m'a profondément marqué. Depuis, je comprends que la francophonie, c'est plus large que son patelin. »

D'où son engagement pour la langue depuis son arrivée à Lorette en 1998. « J'ai fait partie du groupe de résidents qui a poussé pour que le district urbain local de Lorette se joigne à l'Association des municipalités bilingues du Manitoba (AMBM). C'est arrivé en 2002. La même année, j'ai joint le CA de l'AMBM. »

Élu conseiller du quartier numéro 4 de la Municipalité de Taché en 2014, Armand Poirier a proposé que la Municipalité fasse partie de l'AMBM, une décision qui a été approuvée à sept contre un le 26 septembre dernier.

« Il fallait bilinguiser la Municipalité. C'était essentiel. Heureusement, il y a beaucoup plus de bonne volonté de la part des anglophones. Nous sommes en pleine période de croissance démographique et économique. Les gens voient les avantages des deux langues. Il y a une ouverture au français. Au point où la Municipalité rendra active la Corporation de développement communautaire de Lorette, qui est déjà bilingue, sur tout son territoire. »

Armand Poirier souhaite apporter plusieurs préoccupations et priorités au CA de la SFM, notamment le développement économique bilingue et le logement abordable pour les aînés. « Il faut trouver une place pour nos aînés chez nous, en région.



Armand Poirier. « La francophonie, c'est plus large que son patelin. »

photo : Daniel Bahuaud

« Il faudrait aussi faire valoir la voix du rural à la SFM pour s'assurer que les priorités des régions les plus éloignées, comme Thompson ou encore Saint-Lazare, soient bien entendues. Pour y arriver, il faudra encourager plus de réseautage et de discussion entre les organismes, leurs directions et les résidents. On a une excellente opportunité d'y arriver, avec la nouvelle composition du CA. C'est tout simplement une question de s'activer. »

Un retour sur le succès populaire de *Nelson au Manitoba*

Nelson, le héros qu'on a adopté

Les aventures de *Nelson au Manitoba* tirent à leur fin. La dernière planche de la bande dessinée paraîtra dans *La Liberté* du 13 au 19 décembre. Le dessinateur, Tadens Mpwene et l'une des scénaristes, Morgane Lemée, partagent quelques souvenirs d'une expérience qu'ils savent inoubliable.


DANIEL BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Est-ce que vous avez eu des échos des lecteurs depuis la parution de *Nelson au Manitoba*?

Tadens Mpwene : Beaucoup! Entre autres à l'Université de Saint-Boniface, où j'ai fait des études en affaires. Plusieurs étudiants qui, comme moi, viennent de l'étranger, m'ont souligné qu'ils apprécient beaucoup la manière dont la bande dessinée a abordé leurs expériences, comme le choc culturel, les incompréhensions entre nouveaux arrivants et francophones de souche et même le froid de l'hiver canadien.

Morgane Lemée : Les lecteurs et lectrices qui savent que j'ai participé à l'écriture du scénario m'ont beaucoup parlé de Nelson et de Zoé. Ils me demandaient s'ils finiraient en couple. En dehors des relations entre ces personnages, j'ai eu beaucoup de réactions sur les sujets abordés. Ceux qui font réfléchir, comme la planche parue dans *La Liberté* du 20 septembre, où on voyait des étudiants canadiens se tenir à l'écart des étudiants internationaux à l'USB. C'est du vrai, ça. Du vécu. Et on l'a incorporé dans la bande dessinée pour stimuler la discussion. Pourquoi cette séparation? Est-elle inconsciente ou voulue?

Tadens, vous avez grandi dans la République démocratique du Congo, vous êtes arrivé au Manitoba le 27 décembre 2014. Nelson, c'est vous?

T. M. : Comme moi, Nelson est un immigrant de l'Afrique sub-saharienne. En ce sens, son expérience ressemble un peu à la mienne. Son arrivée à Winnipeg, au creux de l'hiver, je l'ai vécue pas mal comme lui. Il faisait très froid ce jour-là! Mais non, Nelson n'est pas un récit autobiographique. Je n'ai pas eu d'accident de voiture, par exemple.

On pourrait poser la même question à Morgane. Nelson, c'est vous?

M. L. : Un peu. Dans la mesure où, comme Nelson, je suis une nouvelle arrivante. Je suis de Mamers, une commune située au nord-ouest de la France. Je suis journaliste à *La Liberté* depuis septembre 2016. Alors comme Tadens, je suis d'ailleurs. J'ai pu faire appel à mes expériences pour suggérer des situations intéressantes pour notre héros. Par exemple, je suis une grande habituée de la Ligue d'improvisation du Manitoba. Si Nelson est allé voir de l'impro, c'est un peu à cause de moi. Et je trouve ça *cool* que Tadens ait pu dessiner des gens qu'on voit à la LIM. On les reconnaît bien!



Tadens Mpwene, illustrateur de la bande dessinée *Nelson au Manitoba.*
photo : Marta Guerrero

Un des charmes de *Nelson au Manitoba* est justement que ça se passe chez nous…

M. L. : Nos lecteurs mentionnent souvent que c'est un plaisir de reconnaître l'USB, le Musée canadien pour les droits de la personne, l'église du Précieux-Sang, le CCFM, etc. Le point central est que Nelson, s'il est un personnage fictif, pourrait bel et bien exister et vivre ici, chez nous. Et puis le talent de Tadens, c'est de pouvoir reproduire fidèlement et avec beaucoup de créativité notre milieu. Lorsque Nelson et Zoé vont patiner à La Fourche, tout est là. Son dessin de La Fourche vue du ciel est extraordinaire!

Y a-t-il des moments dans *Nelson au Manitoba* que vous trouvez particulièrement réussis?

T. M. : Quand on a décidé, Morgane et moi, que Nelson vivrait un accident de la route, on savait qu'on allait lancer un message fort sur la distraction au volant et sur le mauvais emploi des téléphones cellulaires. Je suis très fier d'avoir pu proposer cette réflexion aux lecteurs.

M. L. : Je suis fière d'avoir pu contribuer à la scénarisation de *Nelson au Manitoba*. C'est une première expérience pour moi, une expérience inoubliable. Au début, je ne savais pas tout à fait comment procéder. Mais avec l'expérience, et beaucoup de discussion avec Tadens, ainsi que Sophie Gaulin, notre directrice et rédactrice en chef, sans oublier Bernard Bocquel, notre rédacteur en chef associé, j'ai pu acquérir l'expérience nécessaire pour raconter un moment dans la vie de Nelson en très peu d'espace. L'écriture d'une bande dessinée exige beaucoup d'économie. Et c'est un véritable travail d'équipe.

Souhaitez-vous que les aventures de *Nelson au Manitoba* se poursuivent?

T. M. : Je rêve de réaliser d'autres bandes dessinées, entre autres des documentaires sur les gens qui immigrent de l'Asie, de l'Amérique du Sud ou de l'Europe. Et pas juste les Africains comme Nelson. Cela dit, je suis très ouvert à continuer de cheminer avec Nelson.

M. L. : Le concept de Nelson est très ouvert. On est loin d'avoir épuisé les possibilités. Il lui reste beaucoup d'expériences à vivre.

> « SOPHIE GAULIN, directrice et rédactrice en chef :
> ***Nelson au Manitoba* a remporté un franc succès auprès des lecteurs. Les retours ont été nombreux dernièrement. Je suis très ouverte à une suite et je cherche présentement des moyens de financer de futures aventures pour Nelson dans *La Liberté*.** »


Exploitez
le plein potentiel
de votre argent
Analyste AgExpert, un logiciel de comptabilité conçu pour l'agriculture
Assurer le bon suivi de votre budget et de vos affaires n'a jamais été aussi facile grâce à Analyste AgExpert. Demandez à votre comptable.
logicielsfac.ca | 1-800-667-7893
fcc Financement agricole Canada
Pour l'avenir de l'agroindustrie
Canada


Un cadeau idéal, mais pas pour les enfants.
Nous vous rappelons que la loterie est destinée aux adultes seulement. 18+
Unwrap the Cash
Winter Magic
Holiday Delight
Christmas for Life
Christmas Gifts
MANITOBA LIQUOR & LOTTERIES
GameSense




MUSÉE CANADIEN POUR LES
DROITS DE LA PERSONNE





Canada

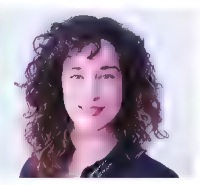
CULTUREL

Peter Lancksweerdt est le seul danseur francophone du corps de ballet

« Tout le monde veut entrer au Ballet royal »

À 23 ans, le danseur natif de Gand en Belgique vient d'intégrer la compagnie professionnelle winnipégoise, dans laquelle il est le seul francophone. Une jolie pirouette, quand on sait que Peter Lancksweerdt a appris le français il y a quelques années seulement, par passion pour son art.




presse3@la-liberte.mb.ca

Il a ce port altier qui trahit les années de répétitions. Le pas léger et le geste précis, Peter Lancksweerdt traverse la vie comme il s'approprie la scène : en dansant. Pourtant, rien ne prédestinait ce jeune homme à devenir danseur classique : « Cela n'a jamais été un choix conscient. En fait, j'ai toujours été très actif. J'avais besoin d'une activité physique pour canaliser mon énergie. Cela a commencé un peu par imitation, alors qu'à quatre ans, j'accompagnais mon grand frère à ses cours de danse pour enfants, des cours d'éveil. J'ai continué, même quand mon grand frère a arrêté. Et puis, quand j'ai eu huit ans, on m'a proposé d'essayer la danse classique. À l'effort physique s'ajoutait alors la précision, et cela m'a plu. Ça me semblait simplement naturel. »

Ce qui est beaucoup moins naturel, c'est l'aisance avec laquelle Peter Lancksweerdt s'exprime en français. Parce que ses premiers pas – de bourrée – dans le monde du ballet, le jeune homme les effectue dans la Flandre belge. Et donc, en néerlandais. À Gand, puis à Grammont, puis à l'école du Ballet royal de Flandre, à Anvers, qu'il intègre à l'âge de 10 ans. « On m'avait suggéré de présenter l'audition parce que j'étais un garçon, ce dont ils manquent, et que j'avais un peu de talent. Mais je ne me rappelle pas d'avoir fait un choix délibéré de carrière. Pour moi, c'était une suite logique. J'ai continué sans trop me poser de questions. »

Au Ballet royal de Flandre, Peter Lancksweerdt découvre l'école de la discipline. Et il s'y épanouit. Tant et si bien qu'à 14 ans, il décide de franchir une nouvelle étape et se présente au Conservatoire de Paris. « La grosse difficulté, c'était que je savais dire *Bonjour* et *Au revoir* en français. Et encore, plus ou moins! » Mais ni cette barrière linguistique, ni le haut niveau auquel il est confronté à Paris ne doucheront l'enthousiasme du danseur qui, six ans plus tard, quitte le Conservatoire diplômé… et complètement francophone.

« En quittant le Conservatoire, j'ai fait comme tous les danseurs : la course aux auditions. En début de carrière, c'est tellement désespérant. Je me souviens des auditions pour intégrer le corps de ballet à Munich. Après une première sélection, il restait encore 60 garçons, tous bons! J'ai envoyé ma candidature partout, jusqu'en Australie et en Nouvelle-Zélande. Et j'ai été accepté au Ballet théâtre atlantique du Canada, à Moncton. »

Une première expérience professionnelle dont il ressort, dit-il, « grandi ». « Deux semaines après être arrivé, on me proposait d'être le cavalier dans Casse-Noisette, c'était à peine croyable! Trois ans plus tard, j'ai fini en étant Don José dans Carmen. »

Enfin rassuré sur son talent, Peter décide alors de viser plus grand. « Au Canada, comme un peu partout en Amérique du Nord, le Ballet royal de Winnipeg est très célèbre. Il a une excellente réputation, tout le monde veut y entrer. En fait, la compagnie est tellement connue qu'elle fait des tournées de recrutement à travers tout le pays et que les danseurs s'y précipitent (1)!

« Quand j'ai été admis dans le corps de ballet, j'ai été très fier. Plus de spectacles, une grande variété dans le répertoire, un niveau élevé, je ne pouvais rêver mieux. Après, comme tout le monde, je n'avais pas entendu beaucoup de positif sur la ville en elle-même. Mais finalement, depuis que je suis arrivé l'été dernier, Winnipeg s'est révélée être une bonne surprise! »

S'il redoute un peu la rudesse de l'hiver manitobain, Peter Lancksweerdt ne craint pas vraiment la solitude qui y est généralement associée. Parce qu'il y a autre chose qu'il a également emportée de Paris : sa conjointe, danseuse tout comme lui, qui l'a suivi à Moncton et qui devrait très vite le rejoindre à Winnipeg…


Peter Lancksweerdt fait décoller sa carrière à Winnipeg.

photo : Gracieuseté Françoise Lemieux

(1) Commencée le 11 octobre à Regina, la tournée de recrutement 2017-2018 du Ballet royal de Winnipeg s'achèvera le 7 janvier prochain à Minneapolis au terme de 18 dates.

SUDOKU

PROBLÈME N° 580

		7			5	1	2	
					4			
				9			8	
	4	6		7			9	
1		2	6					7
				4	2	3		
	7					8		5
5		4	9					
6			2					

RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres de 1 à 9 qu'une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

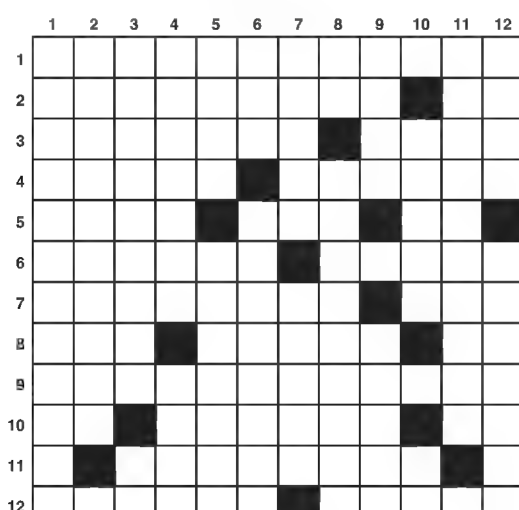
Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : **vous ne devez jamais répéter plus d'une fois les chiffres de 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.**

RÉPONSE DU N° 579

3	8	2	5	7	4	6	1	9
7	4	9	3	1	6	5	8	2
5	6	1	2	9	8	7	3	4
4	5	3	7	2	1	9	6	8
2	1	6	8	3	9	4	5	7
9	7	8	6	4	5	3	2	1
6	3	4	1	8	7	2	9	5
1	9	5	4	6	2	8	7	3
8	2	7	9	5	3	1	4	6

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 949



HORIZONTALEMENT

1- Plongeur utilisant un équipement permettant de respirer pendant son travail sous l'eau.
2- S'embrouillai dans des difficultés. – Roulement bref.
3- Voies d'accès. – Virage en ski.
4- État de l'Asie orientale. – Culte d'adoration rendu à Dieu seul.
5- Associés à une cause. – Pareil, semblable. – Pronom indéfini.
6- Polir. – Abri démontable.
7- Étoile de mer. – Tête.
8- Utile au golfeur. – Compromet par des engagements anticipés. – Négation.
9- Caractère de ce qui n'est pas uniforme.
10- Commandement. – Extrémités des mortaises. – Infinitif.
11- Défaire les nattes.
12- Seul. – Période prévue dans un contrat de travail.

VERTICALEMENT

1- Qui s'attachent à la théorie sans se préoccuper de la pratique.
2- Mettra au nombre des saints.
3- Rendre triste. – Ce que l'on doit.
4- Répugnance au travail. – Commune du Morbihan.
5- Cri hostile. – Se dit d'une partie du corps susceptible de provoquer une excitation sexuelle.
6- Flèche. – Charge de tribun.
7- Dans la Somme. – Doigtier de cuir de la dentellière.
8- Particule d'insistance. – Se dit de la nourriture qui provoque la soif.
9- Économiste français (1874-1955). – Anneaux de cordage.
10- Boîte servant à recevoir des offrandes. – Se suivent.
11- Se dit d'une besogne qui brise de fatigue.
12- Réunion de 20 mains et de 25 feuilles de papier. – Observerai, surveillerai.

RÉPONSES DU N° 948



	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	C	H	E	V	R	O	T	I	N	E	■	D
2	H	E	R	O	I	C	I	T	E	■	M	E
3	E	R	■	T	E	R	R	E	■	S	A	S
4	V	I	R	A	L	E	■	R	E	T	R	O
5	I	T	E	M	■	S	I	A	M	O	I	S
6	L	I	S	E	S	■	S	T	I	P	E	S
7	L	E	S	S	I	V	A	I	S	■	E	E
8	E	R	E	■	N	E	R	V	E	U	S	E
9	T	E	R	M	O	N	D	E	■	S	■	S
10	T	■	R	E	P	U	S	■	S	U	R	■
11	E	T	E	U	L	E	■	S	O	R	E	S
12	S	E	R	T	E	■	M	A	N	E	G	E

COLLES ET BRICOLES AVEC EDDY

Chronique de langue du Service de perfectionnement linguistique de l'Université de Saint-Boniface par Danielle Séguin-Tétreault

Toutes les deux semaines, suivez les aventures d'Eddy Moidon, et amusez-vous en même temps à mettre vos connaissances du français oral et écrit à l'épreuve.



DANIELLE Séguin-Tétreault

Salut, c'est moi, Eddy Moidon. Dites-moi, faites-vous partie de ceux qui s'informent de la météo chaque matin en se levant? Moi, oui. Puisque je travaille en construction, je suis très souvent à l'extérieur et le temps qu'il fait influence grandement ma façon de m'habiller. Or, les prévisions météorologiques sont en général tout ce qu'il y a de plus imprévisible. De plus, pour une même journée, elles sont différentes selon la source consultée. Et qui n'a pas annulé d'activités en plein air à cause de prévisions défavorables qui ne se sont jamais concrétisées? J'aime bien taquiner mon cousin, Yvan Tassé, météorologue, en lui disant que son métier est l'un des seuls où on peut se tromper 50 % du temps sans pour autant perdre son emploi. Moi, si je m'étais trompé aussi souvent, il y a longtemps que M. Desmarteaux m'aurait dit de faire de l'air! Quand je parle comme ça, Yvan s'offusque et se lance dans une longue explication au sujet des nombreux éléments en cause en météorologie comme la pression atmosphérique, les fronts chauds ou froids, les vents, etc., etc. Hier, il m'a dit sur un ton ulcéré :

Même si tu questionnes la valeur de mon métier, sache qu'il est là pour rester!

Quelles sont vos prévisions quant à la syntaxe de mon cousin? Vérifiez votre réponse à la page 21.

Voilà, c'est tout. Bonne semaine. Je vous laisse sur cette réflexion de ma tante Iphigénie : « Si on n'avait pas la météo, veux-tu bien me dire de quoi on parlerait dans les soirées où on ne connaît personne? »

Eddy Moidon

Le Père Noël toujours aussi accueillant


Élise Serle et Felix Legal.



Madeleine Rey Coor.


Odin Péloquin-Hopfner, André Péloquin-Hopfner et le Père-Noël.

photos : Gavin Boutroy

Les capacités linguistiques du Père Noël sont certes sans limites, il réserve quand même son meilleur français pour son lieu préféré, le Village du Père Noël au Centre culturel franco-manitobain (CCFM). C'est en effet son talent linguistique qui attire environ 3 000 enfants d'écoles francophones et d'immersion chaque année pendant le mois de décembre, jusqu'à Noël.

Daniel Girard, le coordonnateur du Village du Père-Noël, qui en est à sa 37e année d'existence, explique que la préparation du village prend toute une équipe. Deux jours et une demi-douzaine de techniciens. Chaque visite du village, qui dure environ une heure et demie, comprend lutins (francophones, évidemment), spectacle de marionnettes, biscuits et, bien sûr, négociations avec le Père Noël en matière de cadeaux.

Si des parents ou des grands-parents désireux d'amener leur enfants ou petits-enfants au Village du Père-Noël regrettent d'avoir raté les 1er et 2 décembre, les seules journées ouvertes au grand public, Daniel Girard précise qu'ils peuvent appeler le CCFM pour essayer de trouver une ouverture entre des programmes scolaires.



Comment Gabrielle-Roy fabrique des championnes et champions de volleyball

Sports – Réussite – Persévérance



Première rangée : Équipe filles Junior Varsity; deuxième rangée : Équipe filles Varsity; troisième rangée : Équipe garçons Junior Varsity; quatrième rangée : Équipe garçons Varsity.

Au Collège régional Gabrielle-Roy, les quatre équipes de volleyball du secondaire font la fierté de tous. Des heures d'entraînement, une discipline de fer et un esprit d'équipe sans égal, voici la recette des entraîneurs et entraîneuses des équipes féminines et masculines Junior Varsity et Varsity.

L'enseignant Roger Vermette entraîne une équipe masculine avec Michel Lavergne depuis plus de dix ans. « Michel Lavergne est mon mentor, j'ai appris beaucoup de lui. Après tout ce temps, on pense de la même façon en termes de préparation de l'équipe. Cette année, nous entraînons l'équipe Varsity, composée de garçons de 11e et 12e années. »

> *« Dans l'équipe, on a une bonne connexion et ça fait notre force. »*
> Lynne Wallack, 10e année.

L'équipe Varsity garçons, normalement classée dans la catégorie AA, a décidé de jouer dans la catégorie supérieure cette année. « Les catégories dépendent du nombre d'élèves de l'école. Plus ils sont nombreux, plus l'école a de choix de joueurs, et plus la qualité des équipes est élevée. Notre équipe Varsity est arrivée troisième du tournoi provincial l'année dernière. Ils voulaient se donner le défi d'un championnat AAA. »

Cette saison, Nicholas Lepage, en 12e année, et ses équipiers Derek Roy, Adrian Kalyniuk et Joël Delorme, ont été nommés Grad All-Stars, un titre conféré à seulement 24 joueuses et 24 joueurs au Manitoba, toutes catégories confondues. « Cette nomination est un honneur pour moi, c'était vraiment une surprise. Quatre élèves sur 24 nominés viennent de Gabrielle-Roy. Je pense qu'on joue bien parce qu'on joue ensemble depuis longtemps. On a eu une bonne base en Junior Varsity. »

Roger Vermette a pour sa part reçu le titre d'entraîneur de l'année dans la catégorie AAA de la Manitoba High School Athletic Association (MHSAA). « Je partage cet honneur avec Michel Lavergne, mon co-entraîneur. Il avait lui-même reçu cette nomination il y a quelques années. Ce qui fait la différence est notre éthique de travail sans pareille. Gabrielle-Roy a un personnel très engagé dans le parascolaire. On crée une culture de succès, ce qui suscite de plus en plus d'intérêt chez les élèves. »

Et tout ce travail est récompensé. Cette saison, l'équipe masculine Junior Varsity, entraînée par Daniel Lother et Nicole Saurette, est arrivée en tête du championnat provincial AAA. Daniel Lother reconnaît sa chance. « C'était ma première saison en tant qu'entraîneur. J'ai eu un très bon groupe, toujours prêt à apprendre. Les élèves se sont bien préparés pour les éliminatoires. »

Pour unifier ses joueurs, l'enseignant a mis l'accent sur l'esprit d'équipe. « C'est important que les joueurs réalisent que le jeu d'équipe est une force, et que la participation de tous est nécessaire. J'ai fait en sorte de mettre tous les joueurs sur le terrain depuis le début, afin qu'ils aient ce sens d'appartenance à l'équipe. »

Les équipes féminines ne sont pas en reste. L'équipe Varsity, entraînée par Alain Hébert et Kaitlyn Arnal, s'est qualifiée pour le championnat provincial, tandis que les entraîneuses Danielle Patenaude et Mireille Fiola-Hein ont emmené l'équipe Junior Varsity à leur meilleur classement de l'histoire de l'école.

Lynne Wallack, en 10e année, est dans l'équipe Junior Varsity. « Je suis très fière de mon équipe. On a gagné le championnat de notre zone, et on a eu la quatrième place au championnat provincial. Dans l'équipe, notre bonne connexion fait notre force. »

Célébrons nos succès!



Les élèves de l'École Lacerte se sont vus offrir, le 28 novembre, un banc fabriqué à partir de sacs plastiques recyclés. Un geste qui souligne leurs efforts de ramassage de sacs plastiques tout au long du mois d'octobre, pendant la campagne *Bag Up Manitoba*. Les élèves se sont démenés : ils ont récolté 12 500 sacs. En cinq ans, l'école a récupéré près de 45 000 sacs.





Philippe St-Cyr,
11e année,
Collège Louis-Riel



« J'aime l'ambiance de cette école. Les enseignants sont bons et communiquent bien. Ils nous soutiennent quand on a des problèmes. La direction est aussi très présente pour nous si quelque chose se passe mal. Chaque nouvelle année que je passe ici, je remarque qu'il y a de moins en moins de groupes séparés. Tout le monde s'entend vraiment bien. »



Lumière sur l'École Jours de Plaine

Jasper le nourrisson enseigne l'empathie aux plus grands

Apprentissages – Croissance – Respect





Tout au long de l'année, les 4e, 5e et 6e années de l'École Jours de Plaine suivront la croissance de Jasper.

L'année dernière, Brenda Gamache, qui enseigne à l'École Jours de Plaine, a fait participer les 6e, 7e et 8e années aux Racines de l'empathie, un programme d'Enfants en santé Manitoba. Cette année, elle a souhaité réitérer l'expérience avec des élèves plus jeunes.

Au mois de septembre, les classes de 4e, 5e et 6e années ont fait la rencontre de Tayler Froese et de son nourrisson Jasper. « J'ai souhaité participer au programme, car c'est une bonne opportunité pour les élèves comme pour mon fils. Jasper a l'occasion de voir du monde et peut socialiser. Il aime être entouré. »

> « Je trouve ça amusant d'étudier comment Jasper grandit. »
>
> Tanner Gamache, 5e année.

Brenda Gamache explique que « ce programme permet de développer l'empathie chez les jeunes, et d'encourager la paix des sociétés civiles dans le monde. Les élèves peuvent voir que chacun se développe à son rythme. On leur apprend à reconnaître que les gens sont différents, mais qu'il faut tous les accepter. »

Avant la visite qui permettra d'observer la croissance de Jasper, les élèves discutent des différents thèmes sur lesquels ils travailleront et préparent une série de questions à propos du bébé. « Lorsque Jasper est là, on l'utilise comme enseignant de la classe. À travers lui, les enfants apprennent l'empathie. Ils voient comment le bébé grandit à chaque visite, puis nous discutons ensemble de nos observations. Jusqu'à présent, nous avons eu des conversations très intéressantes à propos de ce qu'ils avaient remarqué. »

Depuis le début du programme, Brenda Gamache a constaté des changements chez ses élèves. « Ils sont plus disposés à discuter des besoins des autres. Ils peuvent mieux exprimer leurs pensées, et sont plus en mesure de considérer et de prendre en compte des perspectives différentes des leurs. Ils voient que quelqu'un d'autre est inclus dans la discussion, et qu'il faut aussi considérer sa position. »

Pour le programme, l'enseignante invite des parents dont l'enfant est né en juin, juillet ou août. « On veut s'assurer que les parents seront disponibles jusqu'à la fin du programme en juin. La première année du bébé est aussi celle où les changements sont les plus évidents. Son cerveau se développe pour apprendre les sons et différencier les langues. Les entendre avant l'âge de trois ans est très important pour faciliter leur apprentissage. »

Le programme, débuté en 2003 par Enfants en santé Manitoba, a déjà été suivi par plus de 55 000 élèves, dont environ 3 000 de la DSFM. Tanner Gamache, en 5e année, observe la croissance de Jasper à Jours de Plaine. « Jasper a beaucoup changé en peu de temps. À la première visite, il ne voulait pas laisser sa maman, et à la deuxième, il jouait plus. Je trouve ça amusant d'étudier comment il grandit. » Sa camarade Melody Yaxley, en 4e année, voit également des différences. « Jasper bouge plus qu'avant, surtout ses mains et sa tête. Depuis que j'ai commencé les Racines de l'empathie, j'essaye d'aider les autres quand je vois qu'ils ont des difficultés avec quelque chose. »





À noter

LES ACTIVITÉS SCOLAIRES

Le 7 décembre,
Jeux de la LISTE à l'École Précieux-Sang, visiteurs École Pointe-des-Chênes et Collège Louis-Riel.

Du 11 au 13 décembre,
Camp Chauffez le four pour les élèves de la 7e et 8e année.

Le 12 décembre,
Jeux de la LISTE à l'École Christine-Lespérance, visiteurs Centre scolaire Léo-Rémillard 1 et Centre scolaire Léo-Rémillard 2.

Le 13 décembre,
Match de la LISTE à l'École Saint-Joachim, visiteurs École La Source et École communautaire Aurèle-Lemoine.

Le 14 décembre,
Formation d'entraîneurs de basketball.

Le 15 décembre,
Formation d'officiels de basketball.

LA COMMISSION SCOLAIRE

Réunion de la Commission scolaire franco-manitobaine, **le mercredi 20 décembre à 19 h**, au bureau divisionnaire, Lorette.

LES CONGÉS

Du 25 décembre 2017 au 5 janvier 2018,
congé pour tous.

Un succès pour le cours d'électricité en français.

Renseignez-vous dès aujourd'hui pour les inscriptions!



Le programme d'électricité, agréé niveau 1 par Apprentissage Manitoba, permet à l'élève d'obtenir un maximum de 8 crédits pendant ses études secondaires.



Des élèves du cours d'électricité parlent de leur expérience.

Découvrez en vidéo les avantages du cours d'électricité en français.

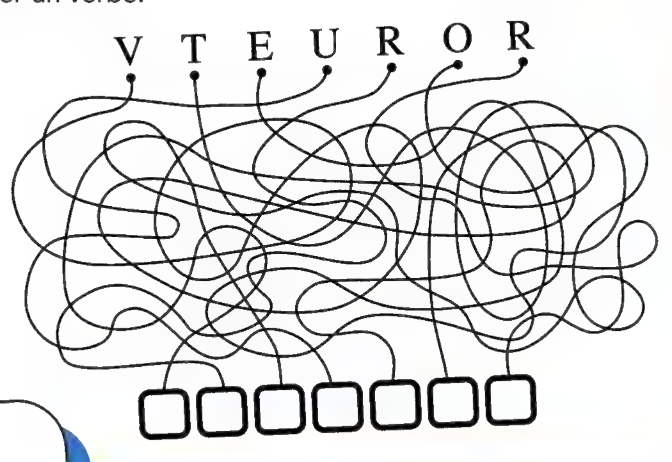




LES VERBES

1 LE LABYRINTHE

Suis les lignes afin de replacer les lettres en ordre pour former un verbe.



2 PROVERBES À COMPLÉTER

Complète les proverbes à l'aide des verbes inscrits sur les étiquettes.

Qui dort ____________.

Tous les goûts ____________ dans la nature.

L'air ne ____________ pas la chanson.

Le chat parti, les souris ____________.

Les jours se ____________ et ne se ____________ pas.

Rira bien qui ____________ le dernier.

Un tiens vaut mieux que deux tu l'____________.

Qui se ressemble s'____________.

Tel est pris qui ____________ prendre.

CROYAIT



SONT



DANSENT











3 LES CHARADES

Trouve les verbes que l'on cherche à l'aide des indices.

Mon premier ressemble à une grosse souris. ____________

Mon deuxième est l'endroit où tu passes tes récréations. ____________

Mon troisième sert à faire briller les planchers ou les souliers. ____________

Mon tout est un verbe qui ne rallonge pas. ____________

SOLUTIONS :

1. Trouver.
2. Qui dort **dîne**.
   Tous les goûts **sont** dans la nature.
   L'air ne **fait** pas la chanson.
   Le chat parti, les souris **dansent**.
   Les jours se **suivent** et ne se **ressemblent** pas.
   Rira bien qui **rira** le dernier.
   Un tiens vaut mieux que deux tu l'**auras**.
   Qui se ressemble s'**assemble**.
   Tel est pris qui **croyait** prendre.
3. rat + cour + cire = raccourcir.

Club de Bicolo • C.P. 190 • 420, rue Des Meurons
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4 • 204-237-4823

EMPLOIS ET AVIS

LES PETITES ANNONCES

DIVERS

REMERCIEMENTS à Sainte-Anne-de-Beaupré pour faveur obtenue. D.L. 398-

REMERCIEMENTS à Saint-Antoine pour faveur obtenue. M.C. 399-

NOMBRE DE MOTS	20 mots et moins	21 à 25 mots	26 à 30 mots
Semaine 1	13,63 $	14,77 $	15,93 $
Semaine 2	21,71 $	24,04 $	26,35 $
Semaine 3	25,19 $	28,66 $	32,13 $
Semaine 4	28,66 $	33,29 $	37,93 $
Semaine 5	32,13 $	37,93 $	43,71 $
Semaine 6	35,62 $	42,56 $	49,51 $

Mot additionnel : 16¢ Photo : 15,93 $






Pour placer vos petites annonces, appelez le 204-237-4823

COLLES ET BRICOLES - RÉPONSE



Même si tu **remets en question** ou **t'interroges sur** ou **mets en doute** la valeur de mon métier, sache qu'il **n'est pas près de disparaître** ou **est là pour de bon!**

En français, le verbe *questionner* a seulement le sens de *poser des questions*, contrairement au verbe *to question* en anglais qui peut vouloir dire *mettre en doute*.

L'expression *est là pour rester* est un calque de *is here to stay*.

NÉCROLOGIES

Lucien Morin
30 avril 1934 - 29 octobre 2017



À l'hôpital Hôtel Dieu de Montréal, le 29 octobre 2017, à l'âge de 83 ans, est décédé Lucien Morin, époux de Berthe-Eva Lemoine. Outre son épouse, il laisse dans le deuil ses enfants : Philippe (Christel), Nicole (Denis), Françoise et Isabelle; ses petits-enfants : Maxime, Jean-Philippe, Xavier, Jonathan, Vincent et Maggie et son arrière-petit-fils Clovis. Il quitte également ses frères et sœurs : Marie-Ange Desautels (feu Jules), George, Madeleine Daigneault (Edgar), Arthur (Evelyne), Odile Langelier (feu George), ainsi que son beau-frère, André Lemoine (Lilianne) et sa belle-sœur Rita Lécuyer (feu Marcel).

Le troisième d'une famille de six enfants d'Albert Morin et de Bernadette Rioux, Lucien est né et a grandi à Saint-Malo. Il fit ses études supérieures au Collège de Saint-Boniface et à l'Université du Manitoba. Après son mariage en 1961, il partit avec son épouse s'établir à Sept-Îles, petite ville minière sur la côte nord du Québec où ils élevèrent leur famille.

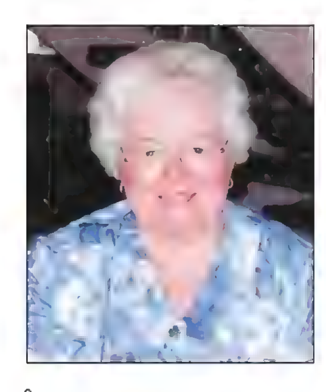
Comptable agréé, il devint en 1965 associé de la firme comptable Coopers & Lybrand, aujourd'hui appelée Price Waterhouse & Coopers. Il siégea sur de nombreux comités, entre autres la présidence de l'administration portuaire du port de Sept-Îles. Ainsi, il participa activement au développement économique de sa région.

Après 20 ans à Sept-Îles, il déménagea avec sa famille à Westmount, où il continua son travail de comptable avec la firme Price Waterhouse & Lybrand.

Lucien était un homme sensible, juste et généreux. Il aimait la nature, être dehors au grand air. Il jouissait des quelques mois qu'il passait à son chalet au bord de la mer, ou il avait toujours des projets en main. Il aimait lire de tout sur tout; l'architecture l'intéressait, ainsi que l'histoire des pays visités lors de ses voyages en Europe et en Asie. Il a transmis à ses enfants l'importance du travail bien fait, du respect des autres, de l'ouverture vers le monde. Il était toujours disponible à rendre service.

Les funérailles de Lucien Morin ont été célébrées le samedi 11 novembre 2017 en l'église Saint-Léon de Westmount, à Montréal.

Lucille H. Desrosiers Gosselin



Âgée de 91 ans, Lucille Desrosiers Gosselin est décédée paisiblement à l'Hôpital de Sainte-Anne le 21 novembre 2017. Elle est née le 31 juillet 1926 à Sainte-Geneviève. Dans la maison du Père, elle a rencontré ses parents, Lucie (Legal) et Sauveur Desrosiers, son premier époux, Tom Kalichak, et son deuxième partenaire de vie, Ovila Gosselin.

Lucien et son épouse, Marie-Jeanne, Alice Dugas, Cécile Goulet et Ernest l'ont accueillie au Paradis.

Louis, son beau-fils aîné, avec Raymond Saucier et Jim Casson, ont ensemble célébré son arrivée.

Lucille laisse dans le deuil ses deux familles : Desrosiers et Gosselin.

Chez les Desrosiers : René et Paulette, Gérard et Annette, Louis et Agnès, Joseph et Suzette, Claire et Ken.

Chez les Gosselin : Paulette, Eveline et Jean-Guy, Solange et Fernand, Yvonne et Henri, Lise et Michel, Juliette, Angèle et Marc, Gilbert et Connie, Huguette et Robert, Lucie et Gilmor, François et Heidi.

Lucille, Tante Lucille, Mémère Lucille restera précieusement dans nos cœurs!

Durant sa carrière en Éducation, et plus précisément en tant que Missionnaire de Saint-Joseph, Sœur Lucille s'est mérité le respect d'une foule d'étudiants comme enseignante, comme coach de hockey, et aussi comme conseillère. Sa grande foi, ses façons d'agir et de parler franchement avec autorité et amour ont influencé un grand nombre de personnes durant toute sa vie. Lucille a marqué favorablement les gens qui l'ont côtoyée.

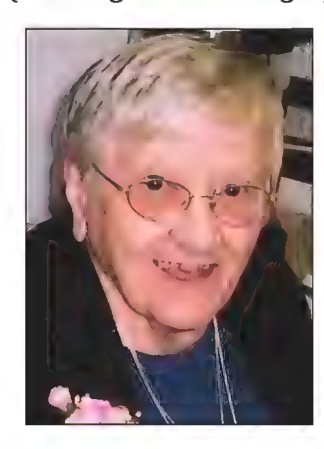
Les familles Desrosiers et Gosselin remercient chaleureusement sœur Irène Rioux, le personnel de la Villa et de l'Hôpital pour leur compassion envers Lucille.

Les funérailles ont eu lieu le samedi 2 décembre à 10 h 30 en l'église de Sainte-Anne.

L'enterrement aura lieu à une date ultérieure.

Le Salon mortuaire Desjardins
est responsable
des services funéraires.
204-233-4949

Sœur Marguerite Lemoine SNJM
(Sœur Agathe-des-Anges)



Sœur Marguerite Lemoine, résidente à l'Actionmarguerite, Saint-Boniface, Manitoba, a été accueillie dans la maison du Père le 26 novembre 2017.

Elle laisse dans le deuil son frère Paul, ses belles-sœurs Claudette et Doris, ses neveux et nièces et sa famille religieuse. Elle a été précédée dans la mort par ses frères, Louis-Paul, Marius, Étienne et Joseph ainsi que ses sœurs, Mariette, Jeannine, Rachel, ses belles-sœurs Lucille et Angéline et son beau-frère, Albert Brisson.

Marguerite est née à Sainte-Agathe, Manitoba, le 15 octobre 1921, la deuxième d'une famille de huit enfants d'Adolphe Lemoine et d'Ida Dorge. C'est au couvent de Sainte-Agathe et de Saint-Pierre-Jolys que Marguerite fait ses études. Plus tard, elle les poursuivra et obtiendra successivement un certificat d'enseignement, ainsi qu'un baccalauréat ès arts et un baccalauréat en éducation de l'Université du Manitoba.

Marguerite entre au noviciat des Sœurs de Saints Noms de Jésus et de Marie à Outremont, Québec, le 24 juillet 1941 et fait sa profession perpétuelle le 5 août 1948. Éducatrice pendant 40 ans, Marguerite travaille aussi comme bibliothécaire pendant plusieurs années. C'est à Saint-Pierre-Jolys, à l'Académie Saint-Joseph, à Kenora, à Saint-Jean-Baptiste, à l'école Marion, à l'école Louis-Riel, à Notre-Dame-de-Lourdes et à Sainte-Anne que sœur Marguerite enseigne. Par la suite, son grand esprit de service, qui a été le leitmotiv de toute sa vie, la pousse à s'engager dans le comité Développement et Paix et dans divers organismes. Aussi, sœur Marguerite se dévoue-t-elle sans ménagement pour ses compagnes, elle qui est toujours prête à aider.

La famille Lemoine et ses compagnes religieuses remercient le personnel de l'unité 3DE de l'Actionmarguerite pour la compassion et les bons soins donnés à sœur Marguerite.

Le 30 novembre 2017 à 13 h, un temps de prière a précédé la messe des funérailles à la Résidence Despins, 151, rue Despins, Saint-Boniface. L'inhumation a ensuite eu lieu au cimetière de Saint-Boniface, rue Archibald, Saint-Boniface.

DESJARDINS
204-233-4949
1-888-233-4949
www.desjardinsfuneralchapel.ca



Coût des Prières au Sacré-Cœur

Sans photo : 25,58 $ • Avec photo : 42,63 $

Coût des Prières à mère Teresa

Sans photo : 18,27 $ • Avec photo : 31,67 $



CHRONIQUE RELIGIEUSE

GEORGES DRUWÉ

Peuple de Dieu

Les évangélistes ont heureusement su retenir, parmi les nombreuses paroles de Jésus, ses allusions fréquentes aux mondes de la faune et de la flore qui l'entouraient. Les oiseaux, les fleurs, les graines de moutarde, les moissons, et même les mauvaises herbes, ont tour à tour servi d'images pour parler du Royaume de Dieu. Il y a sans doute beaucoup à apprendre, à notre tour, de l'observation attentive de cette réalité vivante et merveilleuse qui nous enveloppe. Une observation qui m'a souvent frappé est le fait que le succès de la survie d'une espèce est relié à son abondance, à sa réussite à s'établir en masse comme espèce, soit en formant une population, une famille unique de vivants où l'union fait la force. À preuve nos pissenlits et nos fourmis, voire même ces troupeaux de caribous étalés à perte de vue dans la toundra canadienne. On dira même en sens contraire qu'une espèce est menacée d'extinction quand ses nombres tombent sous un seuil critique. Quelle leçon pouvons-nous alors tirer de ce phénomène naturel commun à toutes les espèces? Car pour les humains, il n'en va pas autrement.

On peut en effet remarquer que le succès des humains est lui aussi relié à son instinct de se constituer en famille, en tribu, en nation. L'humain est un être social. Doué de conscience, il cherche à établir des relations, pour sa survie bien sûr, mais avant tout pour combler un besoin de devenir plus que ce qu'il est. Plus que survivre, il veut vivre pleinement. Il est saisi par la constatation que sa survie, soit la survie même de l'humanité, n'est pas une entreprise individuelle, si noble soit-elle. Encore plus, il est placé devant l'évidence qu'aucun succès soit-disant personnel n'est le fruit d'un effort uniquement privé, car nous sommes tous comme le dit l'expression consacrée « debout sur les épaules de ceux et celles qui nous entourent ou qui nous ont précédés. » Même l'auteur d'un livre, œuvre éminemment privée, ne peut se passer de remercier dans une préface tous ceux et celles qui ont contribué à son effort. A la fin du 19e siècle, un physicien déclarait avec arrogance que depuis Newton il n'y avait désormais plus rien à découvrir dans le monde de la physique... Puis voilà qu'arrive Einstein. Nos succès du moment ne sont que cela, des succès de l'instant, car emportés dans la foulée irréversible de l'Univers en évolution, nous marchons vers un avenir dont les découvertes nous attendent et les limites sont inconnues. Un mouvement dont la force créatrice nous pousse à des alliances toujours plus grandes et vers une communauté plus universelle. Nous sommes fondamentalement des êtres de relations et nos succès individuels ne sont possibles que dans un contexte de coopération, d'entraide, de respect et d'amour. Toute autre forme de soit-disant réussite n'est en vérité qu'un échec. Les succès individuels centrés sur soi-même qui ne sont pas au service du bien commun ne servent pas au succès de la famille humaine, le seul succès auquel tend notre vocation d'hommes et de femmes. Notre réussite humaine est donc une entreprise collective à laquelle contribue chaque individu dans la mesure de ses dons.

Pour le croyant cette entreprise collective revêt une dimension plus qu'humaine. Non seulement formons-nous une famille avec l'Humanité entière, Jésus nous dit que nous sommes frères et sœurs dans la famille divine, que nous sommes reliés à lui comme les branches le sont à l'arbre, ou encore comme le dit Paul comme les membres du corps sont unis à la tête. Ma relation à Dieu n'est donc pas une affaire privée, je suis relié à Lui en tant que membre de son peuple, comme le peuple juif du désert, comme le peuple de Dieu, l'Église, qui est son corps. Nous affirmons ouvertement notre foi en cette appartenance le Jour du Seigneur par notre participation à l'Eucharistie.

Si les espèces vivantes œuvrent vers la survie de l'espèce, la famille humaine tend vers une vie de fraternité. La famille divine est tendue dans l'espérance d'une vie en surabondance.

Vous pouvez aussi lire la *Chronique religieuse* de la semaine, ainsi que les chroniques antérieures sur le site Web de l'Archidiocèse de Saint-Boniface :
http://www.archsaintboniface.ca/main.php?p=217

COMMUNAUTAIRE

NÉCROLOGIE

Paul Lucien Joseph Vielfaure

Le 30 juillet 1958 – le 23 novembre 2017



C'est avec grande tristesse que nous annonçons le décès soudain de Paul Vielfaure. Un mari dévoué à son épouse Gisèle (née Leclerc), un papa affectueux à ses enfants Miguel (Laura), Kristine (Jon), Chantal (Bobby), Sofie (Mark) et Ghyslyn et un pépère exceptionnel à sa petite-fille unique, Izabela. Avec Gisèle et Miguel à ses côtés, Paul a rejoint ses parents (Solange et Albert) le 23 novembre 2017.

Paul a grandi dans le village de La Broquerie où il a vécu des aventures inoubliables avec ses frères, ses sœurs, ses cousins et ses amis. Ce petit village a grandement inspiré et influencé son avenir philanthrope et entrepreneurial.

En 1978, Paul a épousé l'amour de sa vie, Gisèle. Ensemble, ils ont mené une vie très active avec leurs cinq enfants en faisant du golf, de la motoneige, du camping, de la natation et des voyages vers diverses destinations. Sa famille était son univers. Paul était un joueur de cartes fervent qui ne trichait certainement jamais. Il adorait raconter des histoires et des blagues pour faire rire les gens.

À l'âge de 21 ans, Paul a acheté sa première porcherie, de son père Albert. Au cours des quelques décennies suivantes, sa famille s'est agrandie et son entreprise s'est épanouie. Paul s'est éloigné de l'industrie porcine après avoir connu du succès pendant 24 ans pour écrire un nouveau chapitre de sa vie. Il a dirigé de projets innovateurs qui ont permis au village de La Broquerie et aux communautés avoisinantes de se développer davantage.

Son caractère était défini par son altruisme, son sens d'humour et son regard positif sur la vie. On n'entendait jamais Paul se plaindre de sa situation sauf quand il jouait au cribbage et ne gagnait pas. Paul dégageait une sincérité comme nul autre. Il s'intéressait aux gens qu'il rencontrait et leur souhaitait toujours le mieux dans la vie. Il était un bel homme intègre et fidèle avec un grand cœur.

Son beau sourire chaleureux et sa joie de vivre rayonneront à jamais.

Une célébration de la vie de Paul aura lieu le samedi 9 décembre 2017 à 11 h à l'église Saint-Joachim de La Broquerie (101, rue Principale). Un visionnement débutera à 10 h 30.

▶ **Pluri-elles a besoin de vous pour finaliser ses paniers de Noël**

« Fêtes » des familles heureuses

Avec 28 familles bénéficiaires, et donc 42 enfants à gâter, les équipes de Pluri-elles ont engagé une course contre la montre pour finir les paniers de Noël qu'elles distribueront à la fin du mois. Mais pour que toutes ces familles puissent, pour un repas, oublier les difficultés du quotidien, il n'y a pas que le temps qui est compté…

Barbara GORRAND
presse3@la-liberte.mb.ca

Mona Audet se souvient encore de son premier Noël chez Pluri-elles, en 2001. « J'ai regardé les paniers et j'ai dit : *C'est beau. Mais les rôtissoires, elles sont où? Parce qu'on ne peut pas leur donner une dinde si on n'est pas sûrs que les familles puissent la faire cuire.* Depuis, chaque nouvelle famille qui vient chez nous reçoit une rôtissoire. »



Mona Audet en appelle à la générosité de la communauté pour que les clients de Pluri-elles puissent, eux aussi, passer un bon Noël.

photo : Barbara Gorrand

Pour quiconque connaît la directrice générale de l'organisme d'entraide, ce franc-parler, c'est du Mona Audet dans le texte. Les pieds sur terre, mais un œil sur l'avenir, histoire de toujours anticiper les problèmes avant-même qu'ils ne surviennent. Pour preuve, depuis un mois et demi déjà, elle épluche les catalogues de jouets à la recherche des bonnes affaires qui lui permettront d'offrir à chacun des 42 enfants de la « famille » Pluri-elles un cadeau pour Noël.

Et qu'elle organise minutieusement la liste des courses qui permettra aux familles de partager un repas de fête : 94 boîtes de macaroni, 86 boîtes de légumes, une pyramide de boîtes d'œufs, une montagne de paquets de riz, un océan de litres de lait… Quand l'équipe de Pluri-elles va à l'épicerie, c'est sur trois jours de temps et à 4 ou 5 voitures!

« Tout est calculé au plus juste. Nos clients, on connaît leurs finances. Ce sont des gens dans le besoin. Même si certains, par pudeur, par fierté, refusent de bénéficier du panier. Il n'empêche que nous aussi, nous avons besoin d'aide. Cette année, pour finaliser les paniers, il nous manque 2 500 $. »

Alors, avec l'enthousiasme dont elle ne manque pas, l'équipe de Pluri-elles se lance actuellement dans une campagne d'appel aux dons. « Nous recevons les dons de nourriture jusqu'au 15 décembre. Et les dons financiers jusqu'à la dernière minute (1). » Un déploiement d'énergie gratifiant : « Pourquoi on le fait? Parce que quand tu rentres chez une famille les bras pleins de cadeaux et de bonnes choses, et que les yeux de ces gens se mettent à briller, c'est notre récompense. »

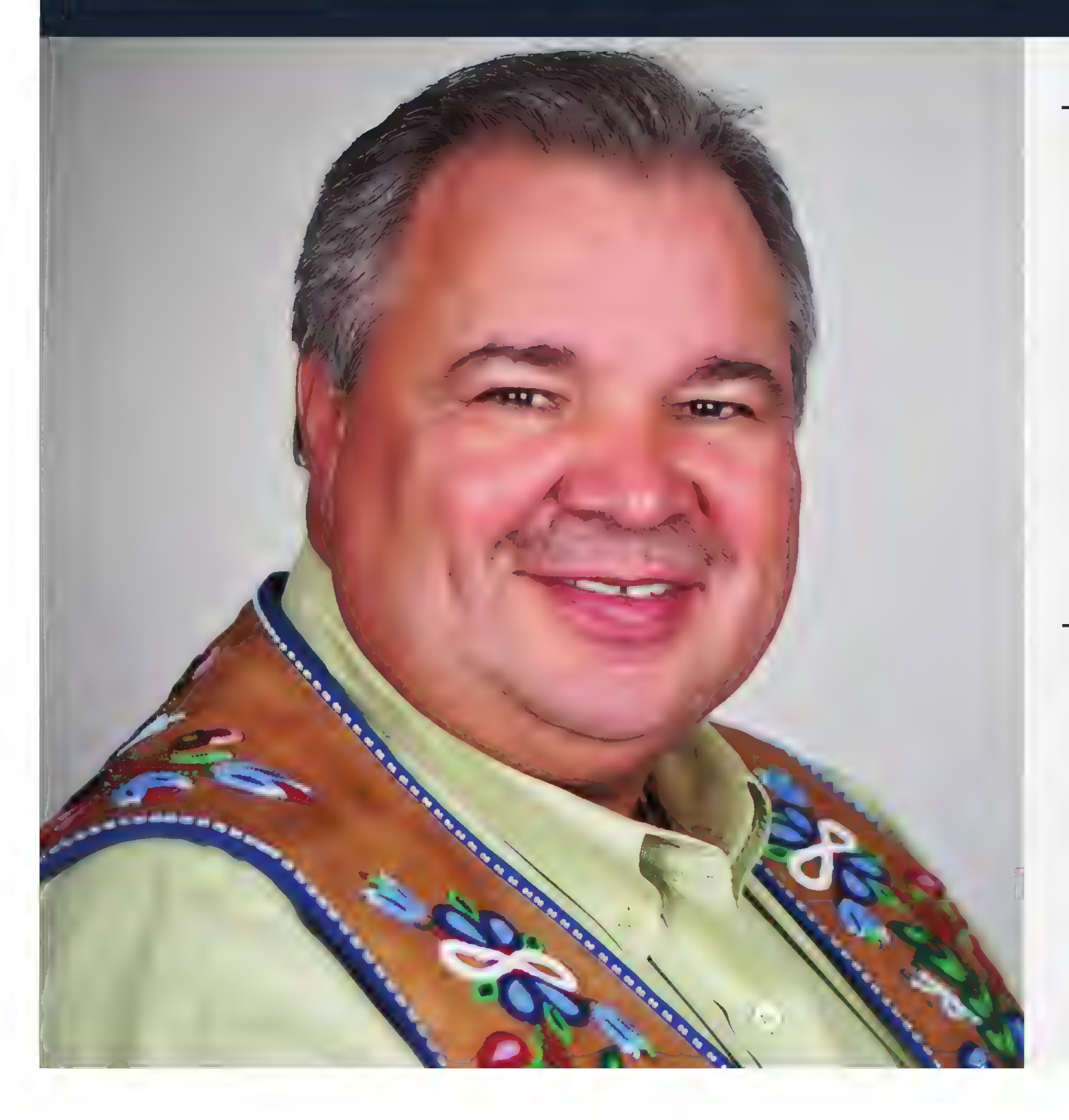
(1) Pour donner : soit par Paypal sur le site www.pluri-elles.mb.ca, soit sur www.canadahelps.org, soit directement aux bureaux de Pluri-elles, 420 rue Des Meurons, unité 114.



À VOTRE SERVICE

Une culture riche, un patrimoine unique

A rich culture, a unique heritage





La nation métisse est une nation multilingue. Au cours des dernières années, nous avons porté une attention particulière à notre langue unique, le michif, qui risque de disparaître si elle n'est pas protégée. La langue française est aussi un aspect extrêmement important de notre culture et de notre patrimoine. La Fédération Métisse du Manitoba (FMM) met actuellement en place des mesures pour s'assurer que nos citoyens, surtout nos jeunes, ont accès à des services en français.

- David Chartrand



The Metis Nation is a multilingual nation. Our unique language of Michif has become a special focus in recent years to protect it from the risk of disappearing. The French language is also a critically important part of our culture and heritage. The Manitoba Metis Federation has taken steps towards ensuring French services available for our Citizens and, especially, for our Youth.

- David Chartrand

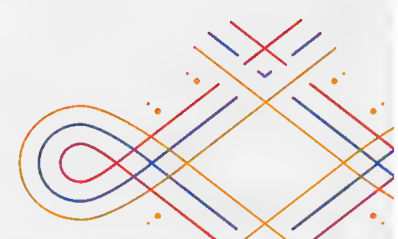




Fédération Métisse du Manitoba Inc. | 300-150, avenue Henry Avenue | Winnipeg, Manitoba | R3B 0J7 | Manitoba Metis Federation Inc.
204-586-8474 204-947-1816 info@mmf.mb.ca www.mmf.mb.ca



MESSAGE DU PRÉSIDENT
MESSAGE FROM THE PRESIDENT
DAVID CHARTRAND



« J'aimerais souhaiter la bienvenue aux lecteurs de ce numéro de décembre de la Fédération Métisse du Manitoba. Vous remarquerez que tous les articles reflètent le thème de la culture de notre nation métisse. Pendant le mois de décembre, nous fêterons ensemble notre patrimoine religieux et culturel au moyen de la musique, de la chanson, des arts, tout en nous rappelant notre histoire et en enlaçant nos familles.

Nos traditions orales et écrites nous permettent de nourrir la flamme de notre collectivité. Louis Riel aurait déclaré : « Mon peuple dormira cent ans et lorsqu'il se réveillera, ce seront les artistes qui raviveront son esprit. »* Ces mots occupent une place toute spéciale dans nos cœurs. Je garde moi-même une place toute particulière dans mon cœur pour le dévouement des artistes faisant l'objet des articles que vous lirez.

La nation métisse est une nation multilingue. Au cours des dernières années, nous avons porté une attention particulière à notre langue unique, le michif, qui risque de disparaître si elle n'est pas protégée. La langue française est aussi un aspect extrêmement important de notre culture et de notre patrimoine. La Fédération Métisse du Manitoba (FMM) met actuellement en place des mesures pour s'assurer que nos citoyens, surtout nos jeunes, ont accès à des services en français.

L'éducation est essentielle afin de transmettre notre culture et notre patrimoine. L'université est un endroit d'apprentissage. La FMM et l'Institut Louis-Riel (Louis Riel Institute) ont collaboré avec l'Université de Saint-Boniface pour aider notre jeunesse à obtenir une éducation dans la langue de son choix, soit le français. Dans ce but, nous avons créé les bourses d'études Louis-Riel. Nous fournissons également d'autres sources de financement et encourageons les étudiants à présenter une demande.

En explorant notre histoire métisse commune, nous avons collaboré avec Bibliothèque et archives Canada. Récemment, à l'été et l'automne 2017, nous avons eu le plaisir de présenter ensemble une exposition révolutionnaire appelée Un peuple dans l'ombre : À la découverte de la Nation métisse dans la collection Bibliothèque et Archives Canada au Centre du Patrimoine de Saint-Boniface. Cette exposition a été un succès à Paris, en France, et elle est actuellement en tournée dans l'Ouest canadien.

La FMM continue de collaborer avec la Société historique de Saint-Boniface afin de faire en sorte que nos citoyens métis aient la généalogie nécessaire pour obtenir leur carte de citoyenneté et leur carte de récolteur métis, un aspect important de notre culture ancestrale. Nous avons également établi un partenariat avec le Musée de Saint-Boniface à l'occasion de la journée Louis Riel et nous prévoyons de le faire encore cette année.

Ce qui n'est pas rédigé dans ces articles est l'importance du travail acharné et bénévole des sections locales de Saint-Boniface et de Saint-Vital de la Fédération Métisse du Manitoba, ce qui comprend le Conseil métis Elzéar-Goulet et la section Liberty, ainsi que toutes les sections locales francophones d'un bout à l'autre du Manitoba. Elles organisent des festivals métis qui présentent des numéros de violon et de gigue métis, des repas traditionnels ainsi que des ateliers de confection de ceintures fléchées et de broderie perlée ayant contribué de façon majeure à raviver l'esprit de notre peuple.

Une annonce importante effectuée cette année est la construction de notre Centre du patrimoine national métis. Le centre mettra en valeur l'histoire de la nation métisse et l'importante contribution de notre peuple en ce qui a trait au développement du Canada. Le centre offrira des possibilités d'éducation sur l'histoire, la langue, la culture, la gouvernance et les contributions de la nation métisse durant et après la Confédération. Lorsque le centre sera construit, il s'agira réellement d'un établissement de classe mondiale.

Nos pensées et nos prières accompagnent nos Anciens, nos malades et nos reclus. J'offre mes prières à nos défunts membres de famille, amis et voisins. J'offre également mes condoléances à leurs familles. Meilleurs vœux à tous. Je vous souhaite joyeux Noël et une bonne et heureuse année. »

** Traduction non officielle*

"I welcome our readers to the Manitoba Metis Federation's December edition. You will find the theme of our Metis Nation culture runs throughout all the articles. During the month of December together we celebrate our cultural and religious heritages with music and song, and art, while remembering our history and embracing our families.

With both our written and oral traditions we continue to keep our community alive. Louis Riel is remembered to have said, "My people will sleep for a hundred years, and when they awake it will be the artists who give them their spirit back." We have a special place in our hearts for his words. I also have a special place in my heart for the dedication by our artists whose stories are found in these pages.

The Metis Nation is a multilingual nation. Our unique language of Michif has become a special focus in recent years to protect it from the risk of disappearing. The French language is also a critically important part of our culture and heritage. The Manitoba Metis Federation has taken steps towards ensuring French services available for our Citizens and, especially, for our Youth.

Education is essential in transmitting our culture including language. The university is a place of this learning. The MMF and our Louis Riel Institute have worked together with the Université de Saint Boniface to assist our Youth in getting their education in French as the language of their choice. To this end, we have set up the Louis Riel Bursaries and Scholarships. We also provide other funding and encourage our students to apply.

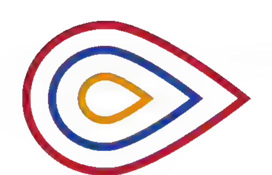
In exploring our shared Metis history, we have worked in collaboration with Bibliothèque et Archives Canada. Recently, this past summer and fall, 2017, we were pleased to bring a groundbreaking exhibition Un peuple dans l'ombre : À la découverte de la Nation métisse dans la collection de Bibliothèque et Archives Canada to the Centre du Patrimoine in Saint-Boniface. This exhibition has been a success in Paris, France, and is now touring western Canada.

The MMF continues to work with La Société historique de Saint-Boniface in ensuring our Metis Citizens have their genealogies necessary for both their citizenship and harvester identification cards - a significant part of our Ancestral culture. We have also partnered with the Musée de Saint-Boniface on Louis Riel Day and anticipate doing so again this year.

What is not written in these articles is the importance of the volunteering hard work of our Saint – Boniface and St-Vital area Manitoba Metis Federation Locals, such as the Conseil métis Elzéar-Goulet and the Liberty Local, as well as many our Locals in the predominantly french-speaking villages and towns throughout Manitoba. Their hosting of Metis festivals with Metis fiddling and jigging, and traditional foods, as well as sash-weaving and beading workshops have been instrumental in bringing our spirit back.

An important announcement this year has been about our Metis National Heritage Centre. The Centre will showcase the history of the Metis Nation and the significance of our people to the development of the Canada. It will provide opportunities for education on the history, heritage, language, culture, governance, and contributions of the Metis Nation before, during, and after Confederation. When completed, it will be truly a world-class facility.

My thoughts and prayers are with our Elders, our sick, and our shut-ins. I offer my prayers for our family, friends and neighbours who have passed on. I also offer my condolences to their families. Best wishes to everyone. To everyone a Merry Christmas and a Happy and Prosperous New Year!"



Les Métis auront enfin leur musée

Annoncé en marge de l'Assemblée générale annuelle de la Fédération métisse du Manitoba, le soutien du gouvernement fédéral au futur Centre du patrimoine national métis* marque une étape décisive dans ce projet fédérateur pour le peuple métis.

À voir leurs sourires, lorsqu'ils sont apparus sur la scène du théâtre Pantages où la soirée musicale métisse battait son plein le 22 septembre 2017, on se doutait que la ministre des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord, Carolyn Bennett, et le président de la FFM, David Chartrand, avaient une excellente nouvelle à annoncer au public.

Et en effet, si la ministre avait apporté quelques souvenirs à l'attention de ses hôtes, elle avait réservé son plus gros cadeau à destination du peuple métis : un soutien de 2,7 millions $ pour la construction du futur Centre du patrimoine national métis.

Dans sa version actuelle, ce projet, unique en son genre au Canada, a été esquissé dès 2014. La construction devrait commencer l'année prochaine sur le site de Upper Fort Garry. Ce qui ne doit rien au hasard, comme l'a rappelé David Chartrand : « Ce site est au cœur de notre histoire métisse, sur les terres de la Rivière-Rouge qui ont fondé notre Nation et le gouvernement provisoire de Louis Riel. Il n'était pas concevable d'envisager un Centre du patrimoine donnant à connaître le rôle des Métis dans l'histoire du Canada ailleurs qu'aux abords de la rivière Rouge, qui a vu naître la Nation métisse. »

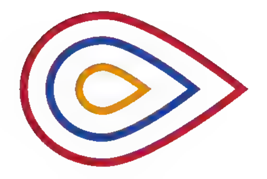
Porté par la FMM au nom de la Nation métisse, le futur centre de mémoire de 4,6 millions $ sera conçu sur 6 000 pieds carrés, dont 4 000 constitueront des lieux d'exposition permettant de découvrir l'histoire, l'héritage, la langue, la culture et la contribution des Métis depuis bien avant la colonie de la Rivière Rouge jusqu'à nos jours.

D'ores et déjà, la FMM se réjouit de pouvoir bientôt compter, pour son futur fonds permanent, sur un véritable trésor conservé jusque-là par la Gendarmerie royale du Canada : le crucifix ayant appartenu à Louis Riel, son couteau de chasse, ainsi que son recueil de poésies.

Une restitution que le sous-commissaire Kevin Brosseau, Métis lui-même, envisage comme le symbole d'un nouveau départ dans les relations entre la GRC et les Métis, comme il l'a détaillé lors de la signature du protocole de restitution.

Actuellement, ces objets historiques sont conservés à Regina par la GRC. Mais dès l'ouverture du musée à Winnipeg, ils viendront rejoindre les autres artéfacts patiemment amassés par la FMM au fil des ans, comme autant de témoins silencieux de son passé.

**Metis National Heritage Centre pour la traduction*



The Metis Nation to build Their Museum

Announced at the time of the Manitoba Metis Federation's Annual General Meeting, the Federal Government support for the future Metis National Heritage Centre marks an important milestone in this unifying project for the Metis people.

To see their smiles when they appeared on stage at the Pantages Theatre at the height of the Metis musical evening on September 22, 2017, it was obvious that the Minister of Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs, Carolyn Bennett, and the MMF President, David Chartrand, had excellent news to announce to the public.

In fact while the Minister had a few souvenirs to share with her hosts, she saved her biggest gift for the Metis people was the Federal Government's $2.7 million contribution in support for the construction of the future Metis National Heritage Centre.

In its current version, this project, which is unique in Canada, began taking shape in 2014. Plans are to do the sod turning and construction next year on the Upper Fort Garry site. Which is no accident, as David Chartrand reminds us: "This site is at the heart of our Metis history, on the banks of the Red River which gave rise to the Nation and the Provisional Government of Louis Riel. It would be inconceivable to think of having a Heritage Centre designed to showcase the role of the Metis in Canadian history, anywhere but in Red River: the Birthplace of the Metis Nation and the Heart of the Metis Nation Homeland."

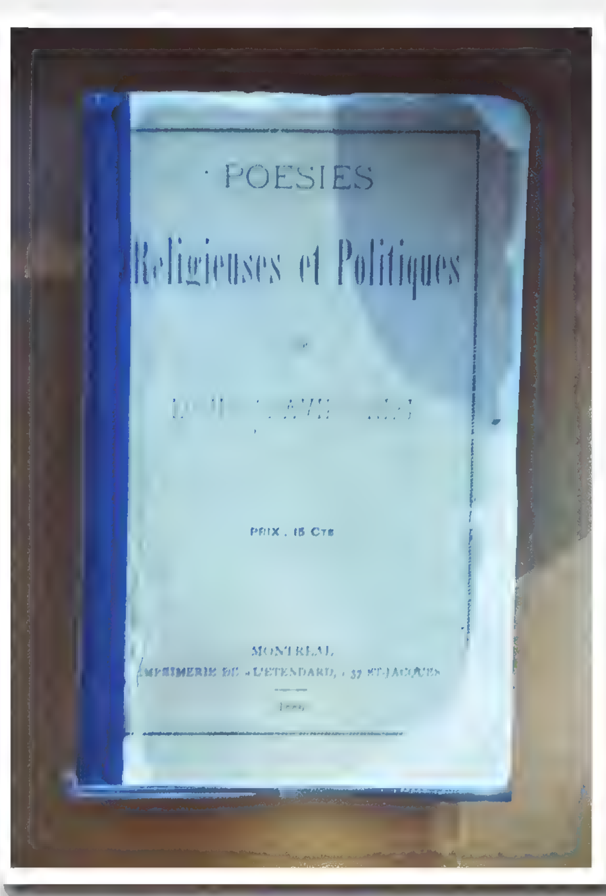
Led by the MMF on behalf of the Metis Nation, the $4.8 million future heritage centre will encompass 6,000 square feet, 4,000 of which will be display areas for showcasing the history, heritage, language, culture and contribution of the Metis from prior to the time of the Red River Settlement up to today.

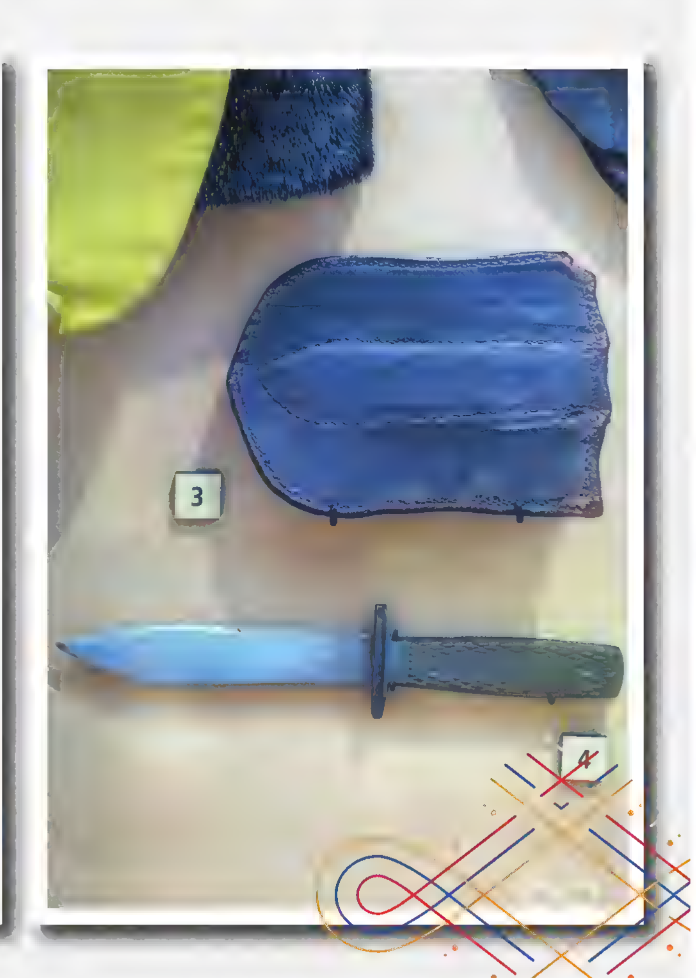
Already the MMF is pleased to soon be able to include, as part of its future permanent collection, a true treasure maintained up to now by the Royal Canadian Mounted Police: the crucifix that belonged to Louis Riel, his hunting knife and his poetry collection.

A repatriation which Deputy Commissioner Kevin Brosseau, himself Metis, views as the symbol of a new beginning in the relationship between the RCMP and the Metis Nation, as he outlined during the signing of the agreement to restore them to the Metis People.

Currently, these historical objects are held in Regina by the RCMP. Once the heritage centre opens in Winnipeg, they will join with other artifacts carefully collected by the MMF over the years, like so many silent witnesses to its past.







Quand la passion rencontre la culture

En 2013, Jennine Krauchi a brodé ce qu'elle appelle la plus grande œuvre de sa vie d'artiste : un sac «pieuvre » de presque huit mètres de haut pour le Musée canadien pour les droits de la personne. «Cela a mis la culture des Métis en avant et je pense que cela valait vraiment la peine, car l'histoire des Métis mérite d'être entendue. »

Jennine Krauchi est artiste métisse et pratique la broderie perlée depuis son enfance. L'art et la culture métis ont toujours fait partie de sa vie. «Même si ce n'est pas le mot qu'on utilisait à l'époque, nous vivions la culture métisse chaque jour. C'était notre style de vie. Et bien sûr, ayant grandi dans cette culture, le perlage a toujours été autour de moi. »

Avec sa technique à deux aiguilles, elle propage la culture métisse à travers de nombreuses œuvres, exposées au Musée du Manitoba, mais aussi jusqu'en Europe. Elle l'affirme avec fierté : son style de perlage reflète la culture métisse. « J'adore ce style! Les métis ont leur style bien à eux depuis longtemps. C'est, bien évidemment, un mélange de deux cultures. On peut sentir l'influence de la broderie française et celle des femmes autochtones et leur amour pour la nature. Je suis très heureuse de voir qu'on le pratique et le célèbre de plus en plus de nos jours. »

Ce style traditionnel, qui allie des couleurs et des tissus sombres comme le velours, est de loin son préféré. Et lorsqu'elle ne brode pas de chez elle, elle enseigne l'art du perlage. « J'aime tellement ce que je fais! Heureusement, car je suis presque constamment en train de perler! Je m'assure qu'il y ait toujours l'influence métisse dans ce que je fais. La beauté du perlage et de ses motifs m'inspire. Chaque pièce de perlage raconte une histoire. »



When Passion Meets Culture

In 2013, Jennine Krauchi embroidered what she calls the greatest work of her life as an artist: an almost eight-metre high "Octopus" bag, for the Canadian Museum for Human Rights. "It showcased the Metis culture and I think it was really worth it, as the history of the Metis deserves to be heard."

Jennine Krauchi is a Metis artist and has been doing beadwork since she was a child. Metis art and culture have always been part of her life. "Even if that's not the word that was used at the time, we were living Metis culture every day. That was our lifestyle. And, naturally, as I grew up in that culture, I was always surrounded by beading."

With her two-needle technique, she spreads the Metis culture through her many works, exhibited not only in the Manitoba Museum, but as far away as Europe. She proudly admits that her beading style reflects the Metis culture: "I love that style! The Metis have had their own style for quite some time. It is, obviously, a blend of two cultures. You can feel the influence of the French embroidery with that of indigenous women and their love of nature. I'm very happy to see it being practiced and celebrated more and more nowadays."

This traditional style, combining colours and dark fabrics like velvet, is by far her most preferred. And when she's not embroidering at home, she's teaching the art of beading. "I really love what I do! A good thing, as I'm almost always beading. I make sure there's always some Metis influence in what I make. The beauty of beading and its motifs inspire me. Each beadwork piece tells a story."





Chanter sa culture m

On ne le présente plus. Celui qui est appelé le « Elvis de Winnipeg » a conquis les scènes, les écrans et les ondes radiophoniques du Manitoba très tôt. Aujourd'hui, Ray St. Germain est une figure emblématique de la scène musicale métisse.

En 1985, le chanteur sortait un album appelé *Thank God, I'm Métis*. Un titre fort pour un message tout aussi profond. C'est d'ailleurs la chanson *The Metis* qui lui a valu l'honneur du Aboriginal Order of Canada. «Tous mes spectacles contiennent des chansons au sujet des Métis. D'ailleurs, pour chacun d'eux, je m'assure d'entrée, si ce n'est pas déjà le cas, que les gens savent que je suis Métis. »

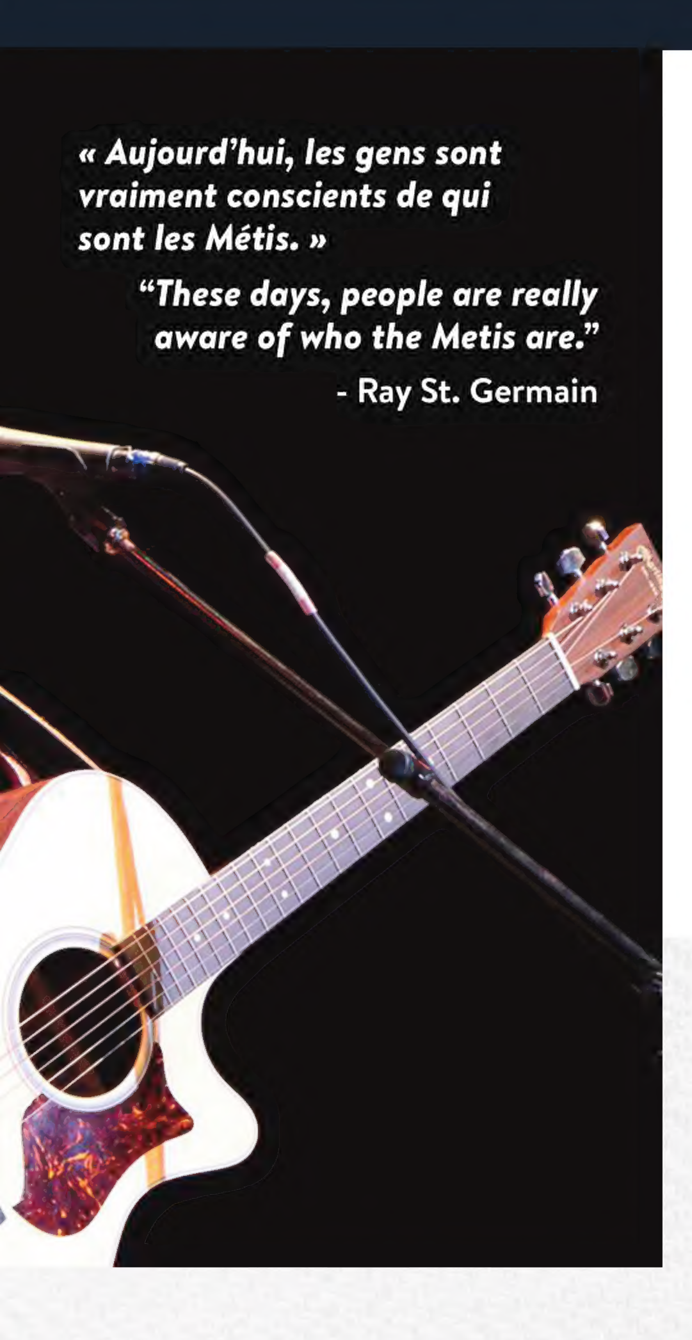
Ray St. Germain a commencé très tôt à jouer de la musique et à chanter, dans le quartier de Saint-Vital, là où il a grandi. Cependant, ce n'est qu'au début de sa vingtaine qu'il a découvert, par hasard, ses origines métisses. « Par la suite, en voyageant à travers le

Singing his Metis Cultu

He no longer needs introduction. The one they call the "Elvis of Winnipeg" conquered the stages, screens and radio waves of Manitoba very early on. Today, Ray St. Germain is a legendary figure on the Metis music scene.

In 1985, the singer released an album called *Thank God, I'm Metis*. A strong title for an equally profound message. Moreover it was the song *The Metis* that earned him the Aboriginal Order of Canada honour. "All my shows include songs about the Metis. And, for each one, I make sure right off to let people know, if they don't already, that I am Metis."

Ray St. Germain began very early on to play music and sing, in the St. Vital neighbourhood where he grew up. However, it was not until he was in his early twenties that he found out, by chance, about his Metis origins. "After that, as I travelled across Canada, I



« Aujourd'hui, les gens sont vraiment conscients de qui sont les Métis. »

"These days, people are really aware of who the Metis are."

- Ray St. Germain

Métisse, jusqu'au bout des cordes

Lorsque l'on demande à Tayler Fleming de se présenter, la première chose qu'elle partage est son identité métisse. La violoniste de 20 ans embrasse ses origines et sa culture au quotidien. « Je joue principalement de la musique traditionnelle métisse. C'est difficile à décrire, mais cela se distingue grâce à une certaine vivacité. S'exprimer et affirmer notre identité métisse par nos arts et notre culture montre que nous avons fait un grand chemin. »

Tayler Fleming joue du violon depuis l'âge de neuf ans. C'est d'ailleurs grâce à un programme mis en place par la MMF qu'elle a pris ses premières leçons. Depuis, c'est une grande histoire d'amour! « Il y a tellement de raisons pour lesquelles j'aime le violon. Une d'entre elles est le simple plaisir de promouvoir la culture métisse à travers la musique. C'est également gratifiant de ramener cet art à la vie, dans un sens, et de le partager avec les plus jeunes générations. »

Quand elle n'est pas armée de son violon, Taylor Fleming étudie les technologies environnementales à l'Université de Brandon. C'est alors surtout durant l'été qu'elle joue lors de concerts et festivals. Son plus beau souvenir? Avoir joué à Ottawa devant la colline du Parlement, lors de la toute première levée du drapeau métis. « C'était un moment unique et magique. Je me sens tellement fière! C'est un honneur de jouer ce style de musique, de célébrer cette culture sur scène et de montrer aux gens qu'elle est belle et bien toujours vivante. »

Cette fierté a toujours fait partie de l'histoire de famille de Tayler Fleming. Fierté. Un mot qui résonne dans la vie de la violoniste et qu'elle partage par tous les moyens. « Lorsque je joue du violon en spectacle, j'aime aussi porter de belles vestes perlées, pour que l'appréciation de ma culture ne passe pas seulement par la musique, mais également par l'art que je pourrais porter. »

Metis, To the End of Her Strings

When Tayler Fleming is asked to introduce herself, the first thing she shares is her Metis identity. The 20-year old fiddler embraces her origins and culture on a daily basis. "I play mainly traditional Metis music. It's hard to describe, but it is a kind of liveliness that makes it stand out. Expressing and affirming our Metis identity through our arts and culture shows that we've come a long way."

Tayler Fleming has been playing the fiddle since she was nine. Actually, it was thanks to a program set up by the MMF that she took her first lessons. Since then, it's been a great love story! "There are so many reasons why I love the fiddle. Among them is the simple pleasure of promoting the Metis culture through music. It's also gratifying to bring this art form back to life, in a sense, and to share it with the youngest generations."

When not armed with her fiddle, Tayler Fleming is studying Environmental Technologies at the University of Brandon. Consequently, she plays at concerts and festivals mainly in the summer. Her fondest memory? Playing in Ottawa in front of Parliament Hill, at the very first raising of the Metis flag. "It was a unique and magical moment. I feel so proud! It's an honour to play this style of music, to celebrate this culture on stage and to show people that it is still very much alive."

This pride has always been a part of Tayler Fleming's family history. Pride. A word that resonates in this fiddler's life and one she shares in every way possible. "When I play the fiddle in a show, I also like to wear lovely beaded jackets, so that my culture might be appreciated not only through the music, but also through the art I might be wearing."

étisse, haut et fort

Canada, je me suis penché sur l'histoire de Louis Riel. J'ai trouvé ça fascinant. C'est son histoire qui m'a inspiré pour la chanson *The Metis*. »

À côté de son amour de la scène, il y a l'amour de la radio. Une de ses plus grandes fiertés est d'ailleurs l'émission qu'il anime pour la MMF tous les samedis matins sur NCI-FM : *The Métis Hour X2*. « C'est un grand honneur d'avoir pu créer ma propre émission de radio pour les Métis. Cela dure depuis presque 20 ans et nous avons fait 1 000 émissions! On diffuse de la musique métisse, faite par des artistes métis, entre des discussions sur l'actualité des Métis.

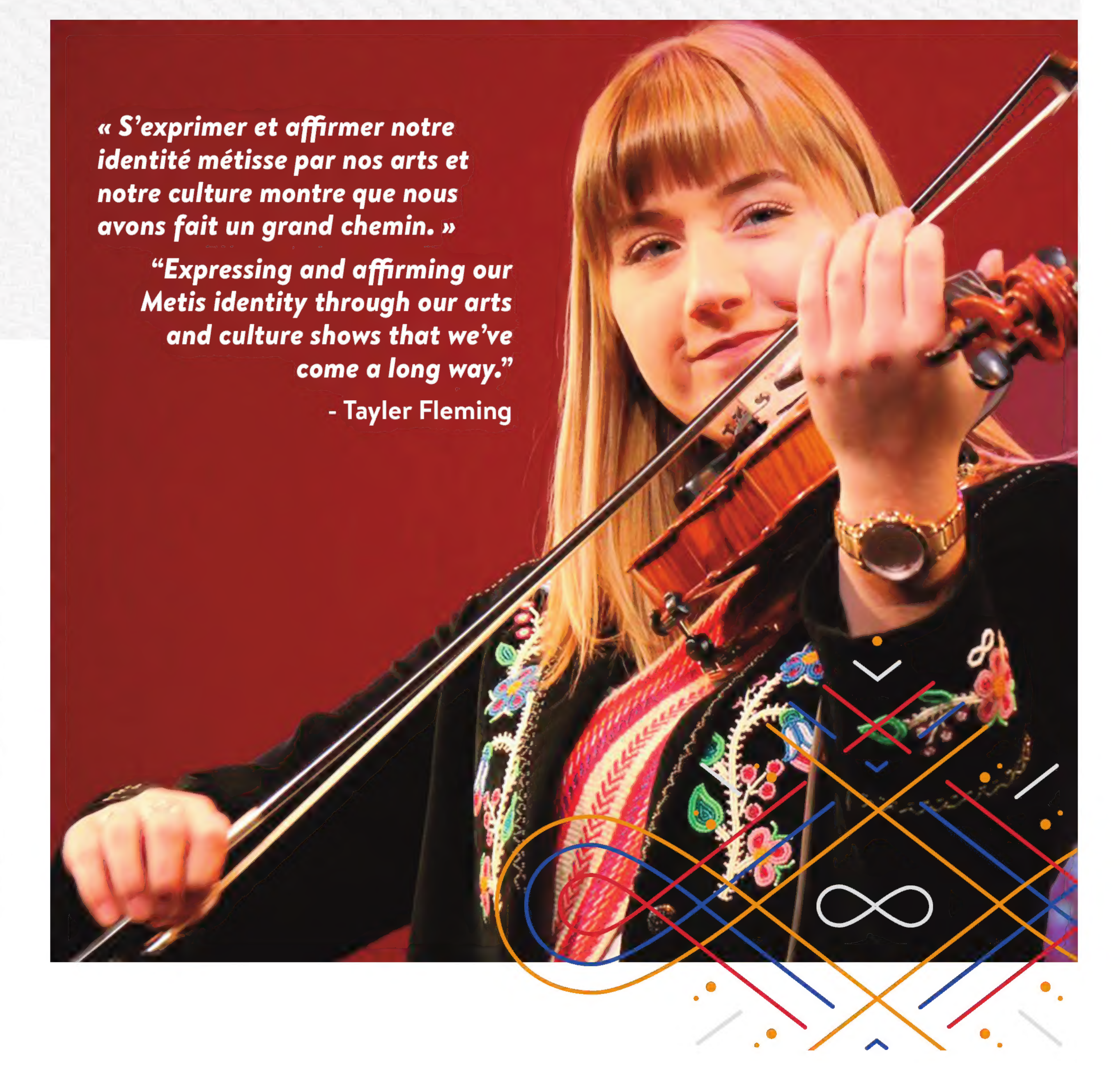
« Aujourd'hui, les gens sont vraiment conscients de qui sont les Métis. C'est grâce à tous ceux qui se sont investis pour ceci, et qui nous ont appris que lorsqu'on croit vraiment en quelque chose, tout est possible. »

re, Loudly and Clearly

began looking into the history of Louis Riel. I found it fascinating. It was his history that inspired me for the song *The Metis*."

Coupled with his love of stage, is his love of radio. In fact, one of his greatest sources of pride is the broadcast he hosts for the MMF every Saturday morning on NCI-FM: *The Metis Hour X2*. "It's a huge honour to have been able to create my own radio broadcast for the Metis. It's been going on for almost 20 years and we've done 1,000 broadcasts! We play Metis music, made by Metis artists, amidst discussions on current Metis issues.

"These days, people are really aware of who the Metis are. That's thanks to all those who committed themselves to achieving this, and who taught us that when you really believe in something, anything is possible."



« S'exprimer et affirmer notre identité métisse par nos arts et notre culture montre que nous avons fait un grand chemin. »

"Expressing and affirming our Metis identity through our arts and culture shows that we've come a long way."

- Tayler Fleming



De gauche à droite, Quinn Harder (représentante du gouvernement de la FMM), Darian (Dee) Bastien (région de Le Pas), Montana Ledoux (région de Winnipeg), Tyler Thomas (région du sud-est), Kaylee Smith (région d'Entre-les-Lacs), le ministre Richard Genaille, Justin Langan (région du nord-ouest), le président David Chartrand, Mary Mallet (région de Thompson), Kayla Tanner (région du sud-ouest) et Keanna Nobiss (représentante du secrétariat Infinity Women).

From left to right, Quinn Harder (MMF Government Representative), Darian (Dee) Bastien (The Pas Region), Montana Ledoux (Winnipeg Region), Tyler Thomas (Southeast Region), Kaylee Smith (Interlake Region), Minister Richard Genaille, Justin Langan (Northwest Region), President David Chartrand, Mary Mallet (Thompson Region), Kayla Tanner (Southwest Region) and Keanna Nobiss (Infinity Women Secretariat Representative).

Donner une voix à la jeunesse

Consciente des défis qui attendent les futures générations, la FMM s'est assurée d'apporter son soutien à la jeunesse métisse, où qu'elle se trouve à travers la province. En mettant sur place son Conseil Jeunesse, la FMM souhaite s'assurer d'être à l'écoute de ses jeunes représentants, de leurs besoins, des obstacles auxquels ils sont confrontés au quotidien, en matière d'éducation, de recherche d'emploi, ou même lorsqu'il s'agit tout simplement de conserver un lien avec la riche histoire de ceux qui les ont précédés.

Composé de neuf membres, dont un représentant de la FMM et un du secrétariat Infinity Women, le Conseil jeunesse est placé sous l'autorité du ministre Richard Genaille et de sa ministre associée, Mona Buors, au portefeuille Héritage, Culture, Sports et Jeunesse.

Véritable pont entre les générations, le Conseil jeunesse se veut aussi être un chemin vers la responsabilisation de la jeunesse métisse. Celle que, peut-être demain, on retrouvera aux commandes d'un gouvernement métis tourné vers l'avenir.

Giving a Voice to Youth

Aware of the challenges awaiting future generations, the MMF has made certain to provide support to Metis youth, wherever they are located in the province. By establishing the Youth Council, the MMF hopes to be tuned into its youth representatives, their needs, and the barriers they face on a daily basis, in the areas of education, job searching or even when it comes to just maintaining a connection with the rich history of those who have gone before them.

Comprised of nine members, including one representative from the MMF and one from the Infinity Women Secretariat, the Youth Council comes under the authority of Minister Richard Genaille and his Associate Minister, Mona Buors, for the Heritage, Culture, Sports and Youth portfolio.

A true bridge between generations, the Youth Council is also intended to be a path towards Metis youth accountability. Those that, maybe tomorrow, we'll find at the controls of a Metis government focused on the future.





La mémoire honorée

Le 11 Novembre, à l'occasion du jour du Souvenir, la Fédération métisse du Manitoba a dévoilé un monument à Saint-Eustache, sur lequel sont gravés les noms de plus de 450 Métis et vétérans ayant servi au sein des armées canadiennes.

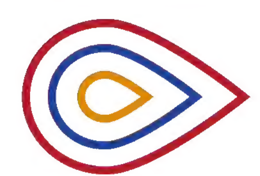
Porté par les familles de vétérans, la communauté de Saint-Eustache et la FMM, ce monument honore la mémoire de ceux qui ont servi leur pays lors de la Première Guerre mondiale, de la Deuxième Guerre mondiale et de la Guerre de Corée et salue leurs sacrifices pour la défense de notre démocratie, de nos libertés et de notre mode de vie, comme l'a souligné le président Chartrand : « Nous continuerons à nous assurer que leur héritage ainsi que tout ce que nous leur devons soit préservé. »



The Memory honoured

On Remembrance Day, the Manitoba Metis Federation unveiled a veteran's monument in St. Eustache with the names of over 450 Métis and local veterans who served in Canada's Military.

The memorial, supported by the veterans' families, the St. Eustache community and the MMF, honors the memory of those who served their country in the First World War, the Second World War, and the Korean War. It will be a permanent display of their sacrifices in protecting our democracy, our freedoms, and way of life, as president Chartrand stated : "We will continue to pursue that we protect their legacy and all that is due to them and their families."



« Écrire notre langue, c'est montrer que nous sommes une nation forte »

Véritable précurseur, longtemps directeur du département de langue michif au sein de la Fédération métisse du Manitoba, Norman Fleury a voué sa vie entière à documenter cette langue, véritable trait d'union entre tous les descendants de la Colonie de la Rivière Rouge.

« J'étais encore dans le ventre de ma mère que j'entendais déjà parler le michif. J'ai grandi en ayant conscience que j'étais Michif; Métis, je ne savais pas ce que c'était! Alors pour moi, le michif ce n'est seulement une langue, c'est toute ma culture. Ce n'est ni le français, la langue de nos pères, ni le cri, la langue de nos mères. C'est la langue que nous autres, enfants de sang français et Première nation, catholiques au nom français, avons inventée sur les bords de la Rivière Rouge. Ma grand-mère disait toujours : *'L'anglais, c'est la langue que nous empruntons. Mais lorsque Dieu a créé les hommes, il a donné le français aux Français, l'anglais aux Anglais, le dakota aux Dakota, le cri aux Cris, et le michif aux Michifs. La langue, c'est ce qui nous définit et le michif, c'est une langue de terre autant qu'une langue spirituelle.'* C'est exactement ce que nous sommes : un peuple attaché à sa terre, et spirituel en même temps. »

On pourrait l'écouter parler pendant des heures, Norman Fleury. Car ce grand spécialiste du michif, né à Saint-Lazare au Manitoba, a su emprunter à la tradition orale de son peuple l'art de raconter.

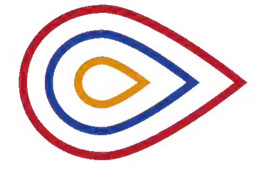
« Nous existons depuis bien avant que le Manitoba ne soit le Manitoba, que le Canada ne soit le Canada. Mais notre culture a toujours été orale. Rien d'étonnant à cela : je fais moi-même partie de la première génération de Michifs qui a été à l'école.

« Un jour, le linguiste Peter Bakker est venu se renseigner sur cette langue. Il est resté longtemps avec nous, à comprendre la naissance de notre langue, de notre culture. On n'avait jusque-là aucune idée que notre langue était spéciale, qu'elle constituait notre identité au-delà des frontières, que l'on soit au Dakota du nord ou en Saskatchewan. »

Prenant conscience dès lors de l'importance du michif, Norman Fleury n'aura de cesse de documenter sa langue, et au-delà, toute la culture, qui constitue l'essence même de son peuple. Enseignant, écrivain, auteur notamment du premier dictionnaire canadien de la langue michif, Norman Fleury se fait également un devoir de coucher par écrit les histoires de son peuple, de génération en génération. « Ce sont des histoires que j'ai apprises de mes grands-parents, de vieilles chansons, qu'il est nécessaire de préserver pour nos enfants. La mémoire des anciens, il faut la raconter. C'est par là que commence la renaissance de notre langue. »

Une mission de transmission que Norman Fleury ne peut s'empêcher de voir également comme une aide inestimable pour les nouvelles générations, en quête de repères : « Il y a de plus en plus de gens qui ont de la misère avec leur identité. Retrouver leur histoire, leur musique, leur culture… Ça prend tout cela, et donc écrire notre langue, pour montrer que nous sommes une nation forte. »





"By writing down our language, we are showing that we are a strong nation"

A real pioneer and long-time head of the Michif language department at the Manitoba Metis Federation, Norman Fleury has devoted his entire life to recording the language, a true link among all descendants of the Red River Settlement.

"I was still in my mother's womb when already I was hearing Michif spoken. I grew up with an awareness that I was Michif; Metis, I didn't know what that was! So for me, Michif is not only a language, it is my entire culture. It is neither French, the language of our fathers, nor Cree, the language of our mothers. It's the language that we, children of French and First Nations' blood, Catholic with French names, invented on the banks of the Red River. My grandmother always said: *'English is the language that we borrow. But when God created men, he gave French to the French, English to the English, Dakota to the Dakota, Cree to the Cree, and Michif to the Michif. Language is what defines us and Michif is both a language of the land and a spiritual language.'* It is exactly what we are: a people both attached to their land and spiritual at the same time."

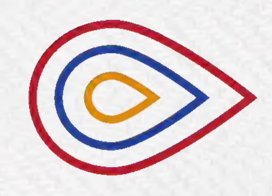
You could listen to Norman Fleury talk for hours. Because this great Michif specialist, born in St. Lazare, Manitoba, was able to borrow the art of storytelling from the oral tradition of his people.

"We were around well before Manitoba was Manitoba, before Canada was Canada. But our culture has always been oral. Nothing surprising in that: I myself was part of the first generation of Michif to attend school.

"One day, Peter Bakker, the linguist, came to learn about this language. He stayed with us a long time, learning about the birth of our language, our culture. Until then, we had no idea our language was special, that it, more than borders, formed our identity, whether we were in North Dakota or in Saskatchewan."

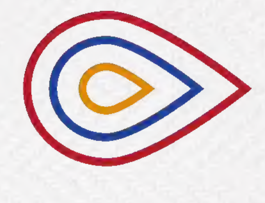
Therefore recognizing the importance of Michif, Norman Fleury never stopped documenting his language, and in addition, the whole culture that formed the very essence of his people. Teacher, writer, and notably, author of the first Canadian dictionary of the Michif language, Norman Fleury also made it his duty to write down the stories of his people, from generation to generation. "These are the stories that I learned from my grandparents, old songs, which have to be preserved for our children. The memories of the older generations must be told. That is where the rebirth of our language will begin."

Transmitting culture is a mission that Norman Fleury cannot help but also see as an invaluable aid for new generations in search of direction: "There are more and more people who struggle with their identity. Re-connecting with their history, their music, their culture… It takes all of that, and thus writing down our language, to show that we are a strong nation."

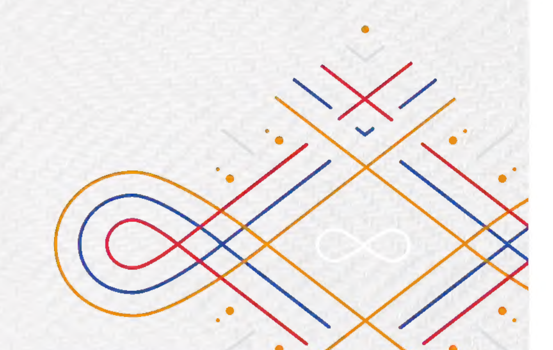


Joyeux Noël et bonne année!

Merry Christmas and a happy New Year!



Marii Kirismas, a Jwayeu Nowel, pi Bonn-Aanii!





JOYEUSES FÊTES
HAPPY HOLIDAYS



Vous êtes invité à notre

Journée portes ouvertes des Fêtes

Vendredi 8 décembre 2017
11 h - 15 h
150, avenue Henry, Winnipeg

Veuillez apporter un produit alimentaire non périssable pour aider nos familles métisses dans le besoin pendant la période des Fêtes.

Les dons seront acceptés pour appuyer la Fondation des maladies du cœur et de l'AVC.

You're invited to our

Holiday Open House

Friday December 8, 2017
11:00 am - 3:00 pm
150 Henry Avenue, Winnipeg

Please bring a non-perishable food item to help support Métis families in need this holiday season.

Donations will also be accepted in support of the Heart and Stroke Foundation.

ManitobaMetisFederationOfficial  @MBMetis_MMF  ManitobaMetisMMF  www.mmf.mb.ca